ISSN 0024-7650

M 6189 - 1027 - 8,00 F

3796189008001 10270

# lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 027 - 6 février 1988 - prix : 8 F

D'élection en élection, droite et gauche se disputent sur l'accessoire mais sont d'accord pour sacrifier les travailleurs aux intérêts des profiteurs.

## en 88, comme en 81, Arlette Laguiller, le camp des travailleurs, le parti pris de la vérité.

# Financement des partis :

# QUAND LES VOLEURS FONT LES LOIS

**Au moment où ils se préparent à s'affronter devant les électeurs et à tenter de se faire passer pour différents, les grands partis du Parlement ont trouvé un terrain d'accord ou, comme on dit, de « consensus » : le vote de la loi sur le financement des partis, par laquelle ils vont s'allouer à eux-mêmes de substantielles subventions aux frais des contribuables. Sous prétexte de « moraliser » le financement des partis qui a donné lieu à de récents scandales, ils vont rendre ce scandale permanent et l'institutionnaliser.**

★ ★ ★

A l'heure où nous écrivons, les députés réunis en session extraordinaire discutent encore des détails de cette loi, sans la moindre pudeur, sous les yeux des millions de travailleurs auxquels ils prêchent chaque jour l'austérité. Le RPR et l'UDF discutent de l'opportunité de prévoir ou non des déductions fiscales, non seulement pour les particuliers mais aussi pour les entreprises qui feraient des dons aux partis. Ainsi, les bourgeois pourraient verser des milliards de subventions qu'ils pourraient déduire de leurs impôts. L'Etat trouverait bien le moyen, ensuite, de récupérer le manque à gagner sur le dos des travailleurs ou des usagers. Et les chefs d'entreprise pourraient dire à leurs travailleurs qu'il faut rentabiliser encore plus l'entreprise pour pouvoir subventionner Barre, Chirac ou Le Pen.

Le Parti Socialiste s'oppose à cette dernière mesure, parce qu'il trouve qu'elle favoriserait les partis de droite ; mais c'est pour approuver le principe du financement public des partis et demander que ceux-ci soient subventionnés par l'Etat. Ce qui est tout juste un peu moins cynique que le projet RPR-UDF, mais tout aussi injuste et plus hypocrite car ce que donnera l'Etat, de toute façon, sera repris dans la poche des usagers, des contribuables ou des salariés de l'Etat.

Sans vergogne, ces partis, qui sont justement ceux qui sont au gouvernement ou ceux qui pourraient y revenir, envisagent ainsi de se servir, au moins dans les caisses de l'Etat tous ensemble, et dans celle des entreprises pour ceux de droite.

Chirac a osé prétendre qu'il s'agissait d'assurer, aux élections, « l'égalité des chances entre candidats », en plafonnant notamment les dépenses des candidats à l'élection présidentielle à 100 ou 120 millions de francs (dix ou douze milliards de centimes) et en envisageant d'en faire rembourser le quart par l'Etat aux candidats ayant obtenu plus de 5 % des voix. Il faut croire que c'est à ce prix – trois fois ce qu'il fallait aux restaurants du cœur pour passer l'hiver – que cet expert en campagnes électorales évalue son élection. Mais quels candidats, justement, peuvent envisager de telles dépenses, sinon les candidats soutenus et subventionnés par les riches et notamment par quelques gros patrons ?

## L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Et c'est avec le même argent, celui des subventions qu'ils vont se voter et celui des patrons qui les subventionnent, que ces partis vont maintenant, dans les mois qui nous séparent de l'élection présidentielle, tenter de nous convaincre de voter pour eux. Alors qu'il est de plus en plus évident que, dans cette campagne, ils n'ont rien à dire tant ils sont d'accord sur l'essentiel.

Et puis surtout, ce qui est peut-être le plus significatif de ce que pourrait être l'avenir du Parlement après l'élection présidentielle, c'est l'attitude du porte-parole du Parti Socialiste à l'Assemblée nationale, Pierre Joxe. Celui-ci a demandé en substance aux partis de droite, faute d'adopter le projet du Parti Socialiste, du moins d'accepter un de ses amendements, pour qu'il puisse voter la loi. Le Parti Socialiste, a-t-il dit, ne demande pas mieux que de voter ce projet de loi, afin qu'il devienne un texte commun de la majorité et de l'opposition. Sur quoi un porte-parole de la droite a pu se permettre d'ironiser et de ridiculiser le Parti Socialiste en disant : « Je citerai une samba qui fut populaire ; « tu veux ou tu veux pas, si tu veux pas tant pis, j'en ferai pas une maladie » ! On n'avait pas vu depuis longtemps une telle platitude et une telle vulgarité au Parlement.

Notons qu'il n'y a que le Parti Communiste qui se soit prononcé contre toute forme de financement des partis, sinon des campagnes électorales. Car il y a effectivement deux propositions dans ce projet de loi : le financement des campagnes électorales, plus le financement des partis eux-mêmes en dehors de toute période électorale. On voit quelle indépendance auraient de tels partis, ainsi financés par l'Etat.

Vraiment, les travailleurs n'ont rien à attendre de ces hommes-là. Moins que jamais, dans ces élections, ils ne doivent se laisser prendre au piège du « votez utile ». Le seul vote utile, c'est de dire avec son bulletin ce qu'on pense vraiment de tous ces gens-là, de voter pour la vérité : le camp des travailleurs et celui de la bourgeoisie sont inconciliables.

# LEURS CAMPAGNES ET LEURS NOTES DE FRAIS

D'après *Le Figaro,* les campagnes de chacun des « présidentiables » de 1981 ont coûté cette année-là entre 120 et 150 millions de francs. Et d'après l'ancien conseiller en sondages de Giscard, Bernard Rideau, une campagne « classique » ne peut guère coûter actuellement moins de 230 millions de francs *« à un candidat qui utiliserait tous les moyens modernes à sa disposition »*.

Il faut en effet, d'après lui, additionner *« le budget global des déplacements du candidat et de son équipe (10 millions), l'ensemble des opérations publicitaires d'affichage et de publicité par voie de presse (50 millions), des meetings (avec vidéo, lasers, murs d'images et cars spéciaux (60 millions), le coût du service d'ordre (15 millions) »* etc., etc. Car il faut compter aussi les affiches et gadgets fournis aux militants, le « marketing téléphonique », le Minitel et les frais d'expédition, la fabrication de films édités en cassettes, le coût des sondages commandés par le candidat...

230 millions, cela correspond environ au salaire annuel de 4 070 smicards. Et les 100 millions de dépenses par candidat officiellement autorisés par la loi, qualifiés de « budget d'austérité », équivalent à peu près au salaire annuel de 1770 smicards...

C'est scandaleux. Il est sans doute inutile de rappeler, mais nous tenons quand même à le dire, que les campagnes d'Arlette Laguiller n'ont pas coûté le centième de ce que dépensent réellement les grands candidats, tout en coûtant malheureusement très cher, parce que cela coûte cher de se faire entendre. Les campagnes d'Arlette Laguiller reposent essentiellement sur le dévouement des militants, et sur les aides, toutes les aides, qu'ils trouvent parmi les travailleurs, les petits, pour les héberger, les aider à coller les affiches de la campagne, transporter bénévolement militants et matériel... Ces aides-là sont précieuses, pas seulement parce qu'elles économisent de l'argent et nous permettent d'en faire plus, mais parce qu'elles sont la preuve que la campagne d'Arlette Laguiller est justifiée, approuvée... et soutenue.

Et d'ailleurs, le nombre de voix n'est pas proportionnel aux sommes dépensées. Car avec des campagnes coûtant cent fois moins cher, Arlette Laguiller a toujours obtenu un nombre de voix de l'ordre de dix pour cent de celui des candidats de chacun des grands partis...

**S.F.**

# La «bavure» de Marseille : TIREZ, VOUS ÊTES COUVERTS

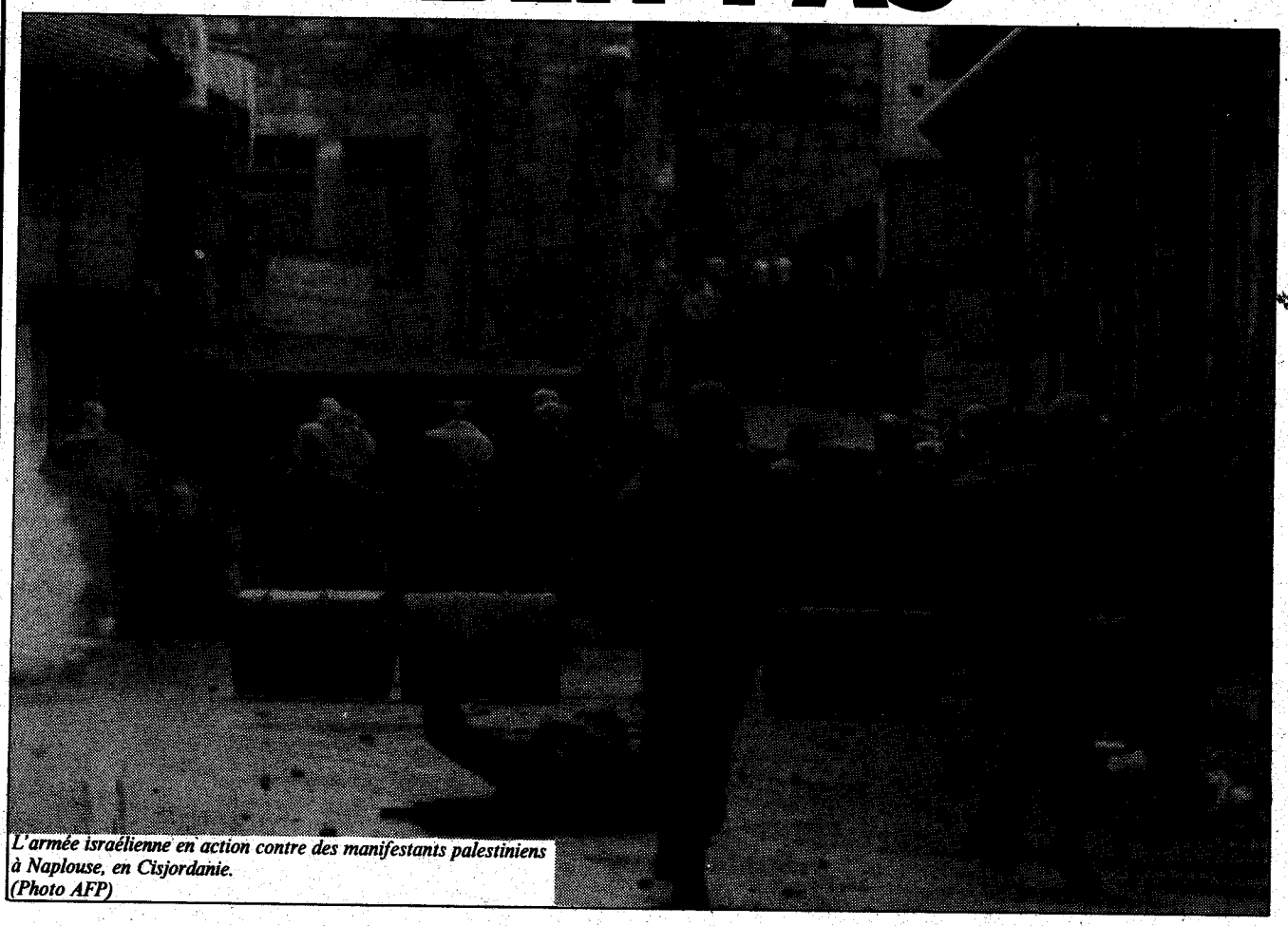
Le policier qui a tué, mardi 2 février à Marseille, un jeune homme qui avait le seul tort de s'approcher de sa voiture, a été remis en liberté le lendemain soir sans même faire l'objet d'une inculpation.

Le témoignage du père du jeune homme, un chauffeur de taxi qui l'avait reconduit près de sa voiture, est formel : le policier auteur du coup de feu, qui recherchait un voleur de voiture, a tiré sans avoir été menacé et sans la moindre sommation. Le juge d'instruction s'apprêtait à l'inculper. Mais des ordres contraires sont venus du ministère de la Justice : il fallait remettre en liberté le policier. La seule information qui ait été ouverte parle de *« recherche des causes de la mort »* sans mettre le policier directement en cause.

A cette nouvelle, le juge qui s'apprêtait à l'inculper a démissionné, et l'indignation était grande parmi les chauffeurs de taxi marseillais. Mais il faut croire qu'en cette période, le gouvernement est plus sensible à une éventuelle surenchère «sécuritaire» et aux pressions qui viennent des milieux policiers, où l'extrême-droite est fortement présente. Ils ne pourront pas dire qu'ils ne sont pas couverts, en toute circonstance.

## Territoires occupés

# Malgré la répression
# LA RÉVOLTE DES PALESTINIENS NE FAIBLIT PAS



*L'armée israélienne en action contre des manifestants palestiniens à Naplouse, en Cisjordanie. (Photo AFP)*

Les manifestations continuent dans les territoires occupés par Israël, et avec elles la répression de l'armée israélienne. Entre le 1er et le 3 février, quatre Palestiniens sont morts dans des affrontements en Cisjordanie. Depuis le début des manifestations, en décembre, la répression a maintenant fait plus de quarante-deux morts. L'armée israélienne aurait reçu des consignes pour éviter les tirs à balle, mais elle semble maintenant relayée par les colons israéliens, qui n'hésiteraient plus à se livrer à des actions de représailles contre les manifestations des Palestiniens. Les deux morts du 1er février pourraient être de leur fait.

Du côté du gouvernement israélien, on s'en tient toujours au même immobilisme politique. Celui-ci vient d'être renforcé, au moins temporairement, par la prise de position des dirigeants des Etats-Unis qui, le 1er février, ont mis leur veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité condamnant la répression dans les territoires occupés.

Mais c'est maintenant une révolte permanente qui secoue les territoires, face à laquelle l'action de l'armée israélienne se révèle impuissante. Si cette situation se prolonge, le gouvernement israélien sera bientôt placé devant un choix : entre l'accentuation de la répression et la recherche d'une négociation.

Négocier sur l'avenir des territoires occupés, les dirigeants israéliens le refusent depuis vingt ans. Qu'ils soient de la droite Likoud ou de la soi-disant gauche travailliste, ils sont trop sensibles à la fraction jusqu'au-boutiste de l'opinion pour envisager de céder un pouce de ce qu'ils nomment le «grand Israël».

Au sein de l'armée, parmi les colons et les partis d'extrême-droite, les partisans d'une action plus dure contre les Palestiniens ne manquent pas. Et il semble bien qu'ils passent souvent aux actes.

Alors, le gouvernement israélien peut se montrer plus sensible aux pressions qui viennent de ce côté-là qu'à la réprobation que ses actions de répression rencontrent, tant sur le plan intérieur que sur le plan international. Et le danger existe de le voir s'engager dans une escalade de la répression, dans une épreuve de force sans issue.

C'est un danger pour les Palestiniens, mais c'est au moins autant un danger pour la population israélienne elle-même qui devrait fournir les fantassins de cette guerre et la payer sur tous les plans ; en commençant peut-être par devoir supporter un gouvernement de plus en plus réactionnaire, militariste et autoritaire qui, pour faire la guerre aux Palestiniens, devrait commencer par mettre au pas sa propre population.

L'issue dépend de l'ampleur de la mobilisation des Palestiniens bien sûr. Mais elle peut dépendre aussi de celle de cette fraction de la population israélienne qui s'oppose à la politique guerrière de ses dirigeants et qui l'a manifesté ces derniers jours ; à condition qu'elle sache le manifester jusqu'au bout, et rompre avec cette union sacrée que les dirigeants du pays ont toujours recherchée, au nom de la prétendue «sécurité d'Israël» qui n'est que celle des intérêts de l'impérialisme que ses dirigeants défendent. Les Palestiniens aussi pourraient jouer un rôle dans cette prise de conscience si, dépassant le nationalisme étroit de leurs dirigeants, ils se donnaient le moyen de s'adresser à cette fraction de la population d'Israël.

Il n'y a qu'à cette condition que la coexistence et la fraternité peuvent devenir un jour possible dans cette région qui n'a connu, depuis quarante ans, que des guerres successives.

**André FRYS**

# Au Congrès de la FEN

*Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN.* Ph. Gamma

Il aura suffit que dans son discours d'ouverture au congrès de la Fédération de l'Education nationale (FEN), Yannick Simbron, le secrétaire général du syndicat enseignant, énonce quelques-unes des principales idées de la laïcité - «*A fonds publics, école publique ; à fonds privés, école privée*» - pour qu'aussitôt le monde politique soit en émoi. La droite a aussitôt feint de voir dans cette déclaration un acte visant à «*rallumer la guerre scolaire*». La gauche (les socialistes en particulier) est des plus gênée, elle qui ne voudrait surtout pas que l'on évoque à nouveau les thèmes sur lesquels elle a capitulé en 1984 après les manifestations en faveur de l'école libre ; Mitterrand avait alors retiré le projet de loi sur le rapport entre enseignements public et privé, entraînant la démission du ministre de l'Education nationale, Alain Savary, puis celle du gouvernement Mauroy.

Il est dommage que certaines des déclarations des responsables de l'enseignement privé ne soulèvent pas à gauche la même indignation que les propos du secrétaire de la FEN soulèvent à droite. Que dire par exemple de cet abbé Cloupet, responsable de l'enseignement catholique, qui prône la dimension évangélique de son enseignement... jusque dans les mathématiques : «*En classe de mathématiques (...) la démarche pédagogique adoptée dans nos établissements devra déboucher à tout propos sur la présence possible d'un invisible aussi réel que l'apparent. Y manquer serait faire fi de la première démarche d'évangélisation qui incombe à l'école catholique*».

Toujours est-il que devant la levée de boucliers provoquée par quelques-uns de ses propos, Yannick Simbron, tout en maintenant les principes de la laïcité, assurait aussitôt «*qu'il serait absurde d'en conclure que nous voulons rallumer la guerre scolaire*». Sa déclaration risque donc fort de n'avoir qu'un usage interne au milieu enseignant, car pour les responsables de la FEN dont la majorité est proche du Parti Socialiste, mieux vaut un petit clash avant les élections qu'une grande claque après.

Il n'empêche qu'on souhaiterait que les syndicats qui se réclament de la classe ouvrière aient au moins l'audace - pourtant bien limitée - de la FEN pour revendiquer, eux aussi , ce qui tient à coeur à ceux qu'ils déclarent représenter : par exemple les 35 heures sans diminution de salaire, la répartition du travail entre tous, le SMIC à 6000 F et l'augmentation de tous les salaires.

G.L.

# MON DIEU QUE LA LAÏCITÉ EST DEVENUE PÉRILLEUSE

# "Le SMIC c'est fini" SÉGUIN PASSE AUX ACTES

**«*Le plein emploi de jadis avec SMIC garanti pour tous, c'est fini*» vient de répéter Philippe Séguin, le ministre des Affaires sociales cette fois dans une interview accordée à *Paris-Match*.**

**C'est une déclaration qui va dans le même sens que celle qu'il a faite la semaine dernière, un peu plus brutale encore.**

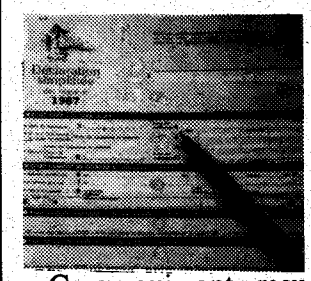
**Et en même temps qu'il fait des déclarations, Séguin agit. *L'Humanité* du 4 février cite la lettre qu'il a adressée le 23 janvier dernier au directeur général de l'ANPE, retransmise par télex le 27 aux directeurs régionaux de l'Agence... «*Nombre d'organisateurs de stages TUC rencontrent des difficultés pour recruter des stagiaires*» écrit Séguin (on peut comprendre que la perspective de travailler 39 h par semaine en gagnant 1 200 F par mois, sans même l'espoir de bénéficier d'une formation ou de voir son stage déboucher sur un emploi, n'a pas de quoi enthousiasmer !). Et, continue le ministre, «*de deux choses l'une, ou ces jeunes sont à la recherche d'un emploi* (...et) *ils devraient prendre un stage TUC,* (...) *ou bien ils ne sont pas réellement demandeurs d'emploi et il faut les radier...*».**

**Séguin ne fait pas dans la dentelle. Il veut des travailleurs qui acceptent, jeunes ou vieux, n'importe quel emploi, pour n'importe quel salaire.**

**C'est clair et net. Aussi clair et net que sa volonté, à quelques mois des élections, de faire baisser les chiffres du chômage, en transformant des chômeurs en TUC... ou en les radiant des listes de l'ANPE.**

***S.F.***

# ON N'EN EST PAS REVENU

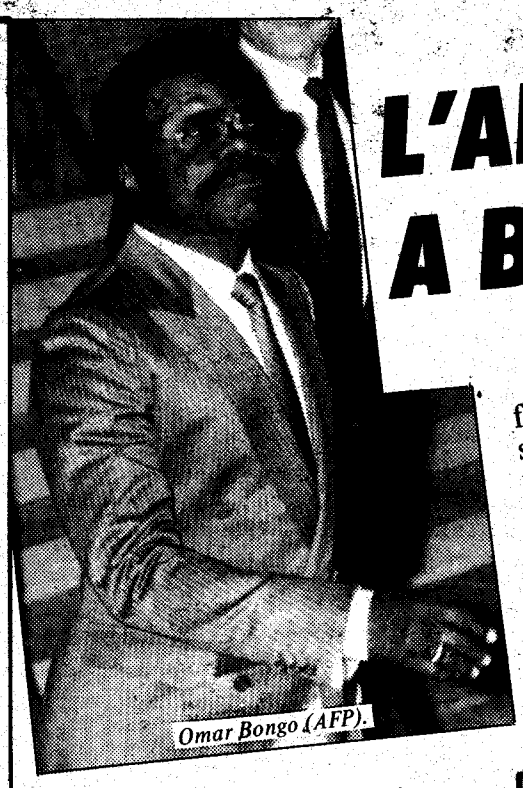


Ceux qui ont reçu leurs feuilles de déclaration de revenus à envoyer au percepteur ont pu lire le petit mot de Balladur qui les accompagne. Il déclare que le déficit baissera mais qu'il sera encore de 115 milliards en 1988.

Halte-là : c'est plus que le trou de la Sécu ! Et le gouvernement ne fait rien ? Il ne diminue pas le budget de l'armée ? Il ne diminue pas les subventions aux patrons (qui leur permettent d'embaucher à bas prix) ?

Non, mais il préfère s'en prendre aux malades et aux vieux, qui payent pour la Sécu.

# L'AIDE AU TIERS MONDE A BONGO


*Omar Bongo (AFP).*

Le président gabonais, le dictateur Omar Bongo, grand ami de Chirac et des gouvernants français, avait un avion personnel dont l'aménagement intérieur, quoiqu'encore très confortable, était démodé. Il s'en est ouvert à Michel Aurillac, ministre RPR de la Coopération. Et le Comité directeur du fonds d'aide et de coopération, présidé par Aurillac et réuni sous la houlette de plusieurs ministères, a accepté de mettre la main à la poche pour aider ce pauvre président Bongo décidément bien dans le besoin. C'est ainsi que 16 millions de francs ont été versés, prélevés sur le fonds d'aide à la coopération.

C'est la compagnie UTA qui a réalisé ces transformations ; elle ne s'est bien sûr pas oubliée au passage : 4,2 millions de francs pour installer un circuit vidéo et stéréo, 3,2 millions de francs de frais d'études... Le reste est à l'avenant. Il y en a, au total, pour 26 millions de francs, dont 10 payés par le gouvernement gabonais.

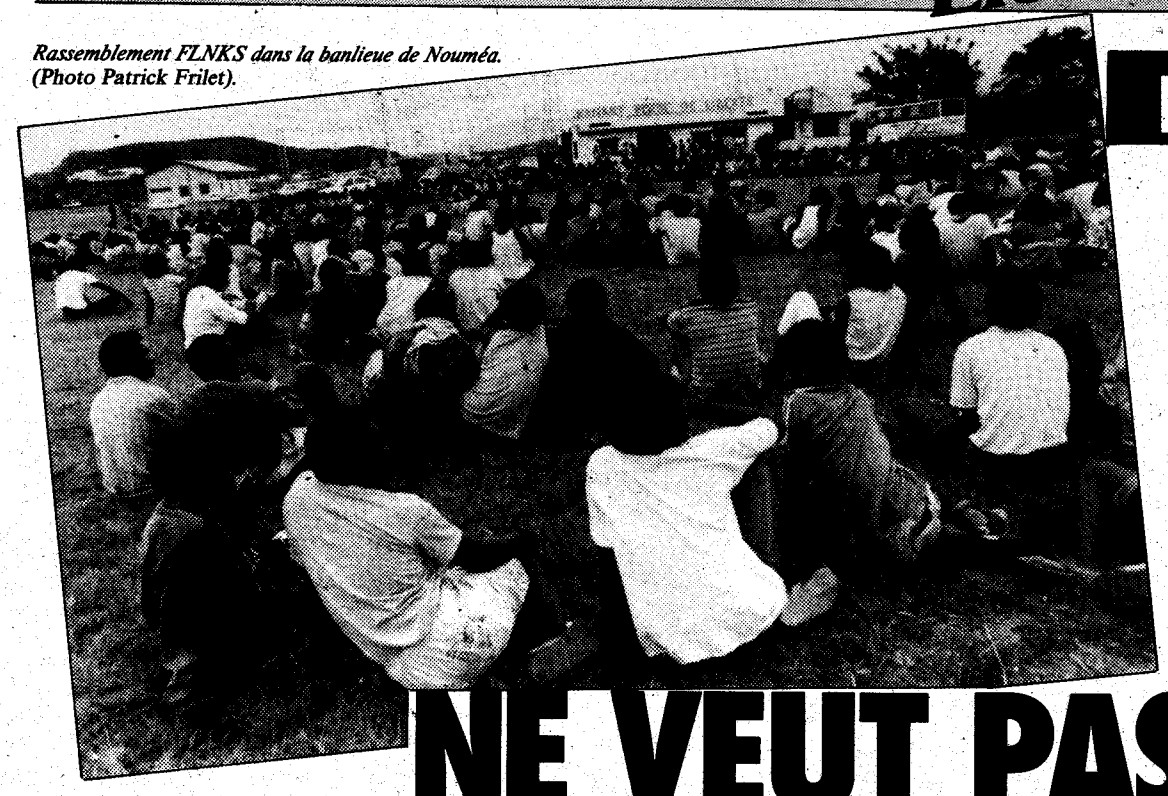
Que voilà une aide à la coopération fructueuse, entre autres, pour les ateliers UTA du Bourget. Le Tiers Monde est décidément plus proche de nous qu'on ne croirait !

# LES VICTIMES DU CAPITAL

**Dans la métallurgie, les accidents mortels du travail ont augmenté de 12 % en 1986. Il y a eu 151 tués contre 135 l'année précédente. Ces chiffres ne tiennent pas compte des accidents de trajet. Et cette augmentation se produit alors que les effectifs au travail diminuent et que les licenciements se multiplient.**

**On travaille plus, plus vite, avec des machines de plus en plus vieilles. Cela parce que les patrons préfèrent jouer à la Bourse plutôt que d'investir. Ce jeu des capitalistes se fait aussi avec la peau des travailleurs.**

**On en sauverait des vies humaines si on luait le profit.**



*Rassemblement FLNKS dans la banlieue de Nouméa. (Photo Patrick Frilet).*

## NOUVELLE-CALÉDONIE

**Le FLNKS a annoncé qu'il boycotterait à la fois l'élection présidentielle et les élections territoriales, après que le ministre des DOM-TOM et le gouvernement ont annoncé qu'elles auraient lieu le même jour.**

# LE FLNKS NE VEUT PAS "ÊTRE ROULÉ"

**Pour ce qui concerne les élections territoriales, la position du FLNKS était déjà arrêtée depuis que le gouvernement français avait fait voter un nouveau statut pour la Nouvelle-Calédonie, faisant suite au référendum de septembre sur le maintien du territoire dans la République française.**

**Ce nouveau statut, par rapport à l'ancien mis en place par Pisani sous le gouvernement de gauche, en 1985, consiste pour l'essentiel à rogner encore sur le peu de pouvoir des Assemblées de région, en instaurant un arbitrage du haut- commissaire de la République – représentant de l'Etat français – et, par un nouveau découpage des régions, à diminuer autant que possible la représentation du FLNKS. Car jusqu'à présent, le FLNKS avait la majorité dans trois régions sur quatre (toutes sauf celle de Nouméa). Il n'est donc pas étonnant que le FLNKS ait été violemment opposé au nouveau statut Pons.**

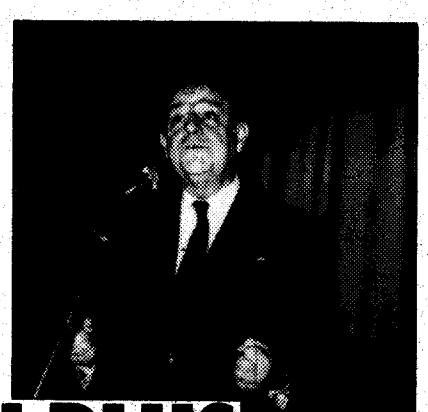
**En fixant les élections régionales le même jour que l'élection présidentielle, Bernard Pons et le gouvernement ont fait une manoeuvre pour contraindre le FLNKS, s'il ne veut pas que les Kanaks votent aux régionales, à s'opposer aussi à ce qu'ils le fassent à l'élection présidentielle, car il n'est pas possible de les appeler en même temps à déserter les bureaux de vote pour l'une et pas pour l'autre des deux consultations. Cette manoeuvre ne peut que favoriser Chirac par rapport à Mitterrand, et même si cela ne représente que quelques milliers de voix, ces petits calculs sont à la mesure des préoccupations électoralistes qui président aux choix de ceux qui gouvernent, aussi bien lorsque cela concerne la Nouvelle-Calédonie que la France elle-même.**

**Devant cette situation, le porte-parole du FLNKS, Jean- Marie Tjibaou, a justifié le boycott des deux élections en disant qu'il ne voulait plus participer aux élections nationales françaises, *«parce qu'à chaque fois on s'est fait rouler»*. Ce qui est bien vrai. En 1981, les leaders du FLNKS avaient appelé les Kanaks à voter Mitterrand, laissant entendre à ceux-ci qu'avec la gauche leurs droits seraient mieux reconnus. Mais bien que Mitterrand soit devenu président de la République et que la gauche ait eu une large majorité parlementaire, les socialistes au pouvoir n'ont pas osé affronter la droite et les Caldoches pour imposer le statut qu'ils avaient promis, et ils ont laissé ensuite à la majorité de droite qui leur a succédé le soin de régler la question comme elle l'entendait. La différence essentielle entre la politique néo-calédonienne de la gauche et celle de la droite n'aura finalement été que dans le marchandage de quelques places laissées aux notables du FLNKS au sein de ces parlements-croupions que sont les Assemblées régionales.**

**Entre la lâcheté des uns, et la démagogie à l'usage des nostalgiques du colonialisme des autres, on ne peut évidemment pas dire qu'il y ait un choix pour les Kanaks, car la politique de la gauche n'a fait qu'ouvrir la voie à celle de la droite, là encore. C'est bien pourquoi les Kanaks n'ont rien à attendre d'aucun des candidats qui sont susceptibles de devenir «présidentiables», et n'ont sûrement rien à perdre à boycotter la présidentielle en même temps que les élections territoriales.**

**Louis GUILBERT**

## CHIRAC-BARRE



## JE T'AIME... MOI NON PLUS

☐ Lors de l'émission *"Le grand Jury RTL - Le Monde"* du dimanche 31 janvier, Jacques Chirac a pris soin de désigner Mitterrand comme sa principale cible pour l'élection présidentielle. Selon lui, Barre, c'est autre chose, il a seulement *"une sensibilité différente de la sienne"*. De son côté, Barre venait de déclarer : *"Ceux qui s'attendent à ce que je cherche pendant la campagne prochaine à m'opposer à Jacques Chirac en seront pour leurs frais. Ce qui m'intéresse, c'est de convaincre les Français de ne pas revenir au système socialiste..."*.

Voilà des propos "rassembleurs" qui cachent cependant mal que, pour Chirac comme pour Barre, la seule, la vraie question du moment, c'est : lequel des deux restera en piste au soir du 24 avril, pour affronter le candidat du Parti Socialiste au deuxième tour ?

Le fait que Mitterrand ne soit toujours pas officiellement candidat met peut-être davantage en relief la rivalité entre les deux candidats de la majorité, et ces derniers le lui reprochent à grands cris, mais ce n'est pas cela qui crée réellement leur problème. De toute façon, il y a tout de même de grandes chances pour qu'il y ait un candidat du PS au deuxième tour, que ce soit Mitterrand ou non !

Alors, pour se donner les meilleures chances de sortir vainqueur de cette espèce de "primaire" au sein de la droite que représentera le premier tour, Chirac et Barre ont le même problème. Il leur faut manœuvrer pour ne pas apparaître comme des adversaires, sans pourtant gommer toute différence "de sensibilité" ; se démarquer l'un de l'autre mais sans passer pour le "diviseur" du camp de la majorité... La galère !

Et cela donne une gué-guerre aux péripéties venimeuses. Quand Barre établit ce qu'il présente comme le "bilan catastrophique des années Mitterrand", il date celles-ci (en toute ingénuité, sans doute) de 1981 à ...1988. Ce qui fait prendre la mouche à Chirac, qui réplique : *"Le bilan du président de la République s'arrête bien entendu aux élections législatives de 1986, moment où j'ai pris la responsabilité des affaires... Je ne vois pas comment on peut contester qu'en 1986, il y a eu rupture"*.

De son côté, l'état-major du RPR prend un malin plaisir à rendre publics des noms d'élus UDF ayant rallié Chirac ; et celui-ci de commenter suavement que s'il est officiellement opposé à ce genre de "débauchage", il ne peut quand même pas décourager les bonnes volontés individuelles...

Chacun a ses munitions, et de bonnes réserves sans doute : on n'en est qu'aux premières escarmouches. Mais la tactique exige de savants calculs... Et le vieux roublard de l'Elysée qui pose au père-de-la-patrie-au-dessus-des-basses-préoccupations-électorales, c'est vrai, doit les faire enrager !

**C. L G.**

*Rafale : nos milliards dans l'azur... (Ph. AFP)*

# "RAFALE" DE PROFITS

**Le gouvernement a décidé de commander à la société Dassault les deux premiers prototypes de l'avion «Rafale». Après le premier engin de démonstration, les autres vont donc suivre.**

Les hommes politiques ou les généraux ne semblent pas savoir si ce «Rafale» vaut le coup. Chirac est pour, mais son ministre de la Défense est pour... Barre. Des chefs militaires semblent contester la qualité de l'avion, ou son utilité pour l'armée de l'air ou l'aéronavale. Certains disent même carrément que les Rafale seraient des coucous périmés avant même d'avoir vu le jour, qui n'arrivent pas à la cheville du matériel des Américains (eux, évidemment, quand ils sortent quelque chose, ce ne sont pas deux prototypes, ce sont mille engins et plus...).

Bref, il y en a qui aiment le Rafale, et d'autres qui aiment moins... Et la seule certitude, c'est que les critères des uns et des autres ont plus à voir avec la finance ou la politique qu'avec la stratégie militaire.

Ce qui compte, avec le Rafale comme avec tous les joujoux militaires, ce n'est pas qu'on ne sache pas s'il vaut le coup ou non; c'est qu'on est sûr qu'il vaut le coût ! C'est qu'on est sûr qu'il rapportera des bénéfices colossaux à quelques-uns, contre une charge inimaginable pour toute la société. Grâce au racket dont l'Etat a le monopole légal sur le contribuable.

Personne ne sait exactement ce qu'on nous vole pour le nouveau gadget Dassault. La «loi de programmation militaire» pour les années 1987-1991 donne une évaluation globale où le programme «Rafale» se taille la part du lion; où il bat tous les records de coût : 172 milliards de francs. Plus de 17000 milliards de centimes.

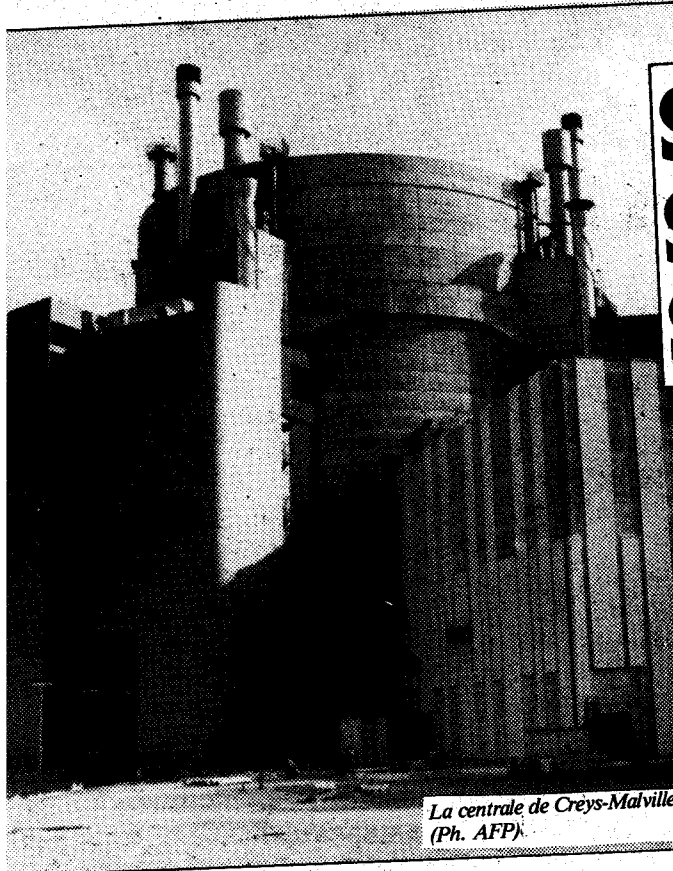
On comprend que Chirac ne le dise pas. Ni Barre. Ni Mitterrand-ex-Hernu... Mais Lajoinie, pourquoi n'y a-t-il pas pensé ? Parce qu'il est pour produire français, même le matériel de mort !

Mais avec cet argent-là, et même moins, il y aurait de quoi construire des usines neuves, avec des machines neuves, pour produire des biens de consommation utiles à tous et pas chers, et créer ainsi pas loin de 500 000 à un million de postes de travail.

Et la construction de ces machines, de ces usines fournirait autant de travail que la construction des engins de mort de Dassault. L'intelligence des bureaux d'études, des ingénieurs , des techniciens, pourrait trouver utilement à s'employer à concevoir de nouvelles productions et les machines pour les mettre en œuvre. C'est une tâche au moins aussi exaltante que de concevoir des «Rafale» de projectiles.

Mais Barre, Chirac, Mitterrand, et même Lajoinie, sont ou se veulent au service de la finance, et cela rapporte plus aux financiers, en capital investi surtout quand ce n'est pas le leur, de faire de la mort que de construire la vie.

*Michèle VERDIER*



*La centrale de Creys-Malville. (Ph. AFP)*

# SUPER-PHÉNIX SUPER-BÉNÉFICES SUPER-ESCROQUERIE

On avait présenté Superphénix, le surgénérateur de Creys-Malville, comme une pure merveille. Il devait produire de l'électricité d'origine nucléaire en utilisant bien moins de combustible que les autres centrales atomiques plus classiques. Qu'importait à ses défenseurs que sa construction ait été infiniment plus coûteuse, que l'énergie ainsi produite soit beaucoup plus chère et que le procédé soit basé sur des réactions plus difficiles à contrôler, donc comportant encore plus de risques pour la population ? Les partisans de Superphénix juraient leurs grands dieux qu'il n'y avait rien à craindre.

Ce qui n'empêcha pas, il y a huit mois de cela, qu'une fuite de sodium mettant en péril le circuit de refroidissement ait été décelée, obligeant à stopper la centrale. Après enquête, on apprend que la fuite de sodium est due à des fissures dans le barillet. Il y aurait même, selon des spécialistes, une centaine de ces fissures. Elles sont localisées à l'endroit où des pattes ont été soudées sur la cuve.

Les services de l'EDF démentent catégoriquement qu'il y en ait autant. Selon eux, sur 13 contrôles radiographiques effectués à ce jour, sept seulement présentaient des fissures dont «une seule» traversait la paroi, par où d'ailleurs le sodium s'écoulait. Si vous n'êtes pas rassurés avec ça !

Aujourd'hui, Superphénix reste donc en carafe. Il en coûterait un milliard pour le réparer, somme qui viendrait s'ajouter aux vingt milliards que la centrale a coûté depuis le début. Vingt milliards qui ont fui des caisses de l'Etat pour remplir celles d'Alsthom, de Bouygues ou de bien d'autres encore.

Superphénix est-elle bien nommée et renaîtra-t-elle de ses cendres ? Ses profiteurs, eux, sont en tout cas bien vivants.

**Correspondant LO**

# Les millions de la COGEMA : LE RETRAITEMENT DE L'ARGENT

**Dans le nucléaire, il n'y a pas que le barillet de Superphénix qui fuit, il y a également l'argent de la COGEMA, la *Compagnie générale des matières nucléaires*, qui s'occupe de la fourniture du combustible nucléaire et du retraitement des déchets.**

**D'une façon rocambolesque, cette société nationalisée vient de perdre 259 millions sur les 300 qu'elle avait confiés — en croyant faire des placements avantageux — à une charge d'agent de change. Mais la COGEMA s'est fait escroquer, et elle vient de porter plainte.**

**Ce qui est le plus ahurissant c'est que l'argent avait été confié au printemps 1986 et que ce n'est qu'en décembre 1987 que l'escroquerie a été découverte. Durant des mois la COGEMA n'a exercé absolument aucun contrôle sur l'argent qu'elle avait placé. Il est vrai que durant cette période le trésorier de la COGEMA a quitté son poste pour se faire embaucher chez Saint-Gobain, et qu'il avait d'autres chats à fouetter que de s'occuper de l'argent de son entreprise...**

**Mais il y a aussi une raison plus fondamentale qui permet de comprendre cette légèreté : les 300 millions en question ne représentent que 5% à 6% des fonds de la COGEMA. Sur un chiffre d'affaires de 21 milliards, sa trésorerie était de l'ordre de 5 milliards. La COGEMA regorge donc d'argent à ne savoir qu'en faire. Au lieu d'investir dans des entreprises utiles à la population, cette société nationalisée jouait une partie de cet argent en placement spéculatif.**

**Mais le scandale soulevé n'est, sans doute, que la partie émergée de l'iceberg. Car la COGEMA est loin d'être la seule entreprise, nationalisée ou privée, qui joue ainsi ses fonds à la Bourse.**

**Puisqu'ils ne se rendent même pas compte quand ils perdent de l'argent, c'est vraiment qu'ils en ont beaucoup trop, et que les travailleurs devraient les en soulager. Au moins on saura ce qu'il devient !**

**A.V.**

## Chez DASSAULT

# LES COMMANDES RENTRENT MAIS LES LICENCIEMENTS CONTINUENT

**Dassault vient d'obtenir une commande de cinq prototypes du Rafale et de plus de 300 appareils du même type, mais cela n'empêche pas la société des Avions Marcel Dassault de mettre à exécution pour 1988 son troisième plan de réduction des effectifs.**

Le premier plan, en 1983, avait été suivi d'un deuxième, en 1986, avec 1000 mises à la retraite anticipée. L'actuel supprime 1261 emplois avec mises à la retraite, licenciements secs et quatre fermetures d'usine, à Boulogne, Istres, Cazaux et Villaroche. La plupart de ces suppressions d'emploi ont abouti de nouveau à un grand nombre de mises à la retraite anticipée- la plupart du temps, pas mal accueillies pour ceux qui partent. Reste la menace de 400 licenciements.

Depuis, début décembre le nombre de licenciements "secs" annoncés s'est réduit de jour en jour, la direction faisant savoir que certains travailleurs auraient été candidats au «départ volontaire». Mais, peu avant les fêtes de fin d'année, des lettres individuelles étaient distribuées à ceux qui étaient jugés indésirables dans chaque établissement. Pourquoi les licenciements frappaient-ils ces travailleurs plutôt que d'autres ? Pour tous, cela ressemblait à un règlement de comptes, et partout ces lettres suscitèrent des réactions. A St-Cloud, par exemple, les débrayages spontanés et les mouvements de colère furent nombreux. C'est ainsi que les travailleurs obtinrent l'annulation d'une grosse partie des licenciements, sauf dans les quatre entreprises qui doivent fermer.

Aujourd'hui donc, sur les 15000 salariés de Dassault, 91 travailleurs - dont 20 délégués ! - sont officiellement jugés indésirables. A Boulogne, l'inspecteur du travail ayant refusé le licenciement des délégués, ce sont six autres travailleurs, parmi leurs proches, qui ont été frappés. A St-Cloud le seul licencié, qui a toujours refusé de signer son licenciement, a finalement été réintégré mais avec mutation dans un autre poste et perte de salaire.

Mais maintenant, il est clair pour tous les travailleurs de Dassault que du travail, il y en a, et il n'est pas sûr que le plan de licenciements continue à les effrayer. Et, si Dassault accumule les milliards, ils ont, eux, leur salaire bloqué, et il leur manque maintenant de 1000 à 1500 F mensuels sur les payes ! De quoi prendre le mors aux dents contre leur avionneur de patron.

Correspondant LO

## PETIT-BATEAU (VALTON) à TROYES (Aube)

# ILS MÉRITENT UNE DÉCULOTTÉE !

**Chez Petit-Bateau, (Valton) à Troyes, on peut trouver que la direction est drôlement culottée, mais depuis quelques années, les patrons de la bonneterie ne font pas dans la dentelle.**

C'est en effet la troisième entreprise où la direction, prétextant des difficultés financières, supprime le 13e mois avec à la clef le chantage au licenciement – en un an, le 13e mois a été supprimé chez Absorba-Poron puis chez Vitoux (les pulls Vitos, filiales aujourd'hui de la Lainière de Roubaix).

Maintenant le procédé est rodé : le patron envoie une lettre annonçant au personnel la suppression du 13e mois. Il leur dit par la même occasion que c'est une modification du contrat de travail que l'on est "libre" de refuser... en faisant valoir son droit au licenciement avec indemnités ! Bref c'est "Je vous vole 4 à 5000 F, si vous n'êtes pas d'accord, dehors !". Le comble est qu'il n'était même pas besoin de répondre. En cas de non-réponse, le patron en conclurait à l'accord des salariés ; – qui ne dit mot consent... au vol ?

Une trentaine de travailleurs ont refusé et ont été licenciés.

Chez Poron comme chez Vitoux cela avait bien sûr suscité des réactions mais finalement le patronat avait réussi à imposer ce qu'il voulait. Chez Valton par contre cela ne passe pas tout seul. Pourtant, il n'y a guère de traditions dans cette usine, qui est une des plus grosses du département. Le patronat est très paternaliste et la statue de la vierge trône toujours sur le toit des ateliers de l'usine (St Joseph, évidemment). La présence à la messe n'est plus obligatoire, mais il y a seulement dix ans, il fallait quasiment le certificat de baptême pour être embauché...

Les syndicats ont porté l'affaire des licenciements en justice, en référés pour réclamer des négociations. Il y a eu plusieurs débrayages dans l'usine même, les syndicats ont réuni les lettres des salariés. Le mercredi 3 février, un nouveau débrayage avec manifestation de plus de 100 personnes a eu lieu pour assister à l'audience. Le juge prononcera sa décision dans 8 jours.

Naturellement on peut penser qu'il est fort improbable que la justice ou un quelconque médiateur donne raison aux salariés contre leur patron. Et pourtant la bonneterie ne se porte pas si mal. Les trusts du secteur sont parmi ceux qui font les plus belles marges, l'exploitation s'est considérablement accrue – chez Devanlay-Lacoste par exemple, les salariés font à 6000 ce qu'ils faisaient il y a quelques années à 9000...

Ailleurs – et c'est le cas chez Valton – les patrons gagnent plus en se transformant en "distributeurs", c'est-à-dire qu'ils se contentent désormais d'acheter une partie de leur production à bas prix dans le Tiers Monde où les ouvriers sont sous-payés et surexploités pour la revendre ici. Bref, ce Petit-Bateau-là flotte sur un océan de profits...

Les travailleurs se contentent pour l'instant de suivre les consignes syndicales et d'attendre les résultats de l'action en justice.

Mais si le vent de la colère se lève réellement, le bateau risque d'être secoué !

**Correspondant LO**

## HÔPITAL-SUD BORDEAUX

# HÔPITAL = PROFITS ?

«L'hôpital doit être rentable face au privé... Il faut faire des économies, cela passe par la fermeture de lits...», *voilà ce qu'est venu dire le directeur de l'hôpital-Sud de Bordeaux aux employés du service B 2 des USN, dont 20 lits sur 30 vont être immédiatement supprimés, et les 10 restants sans doute avant la fin de l'année. Quant à la surveillante générale adjointe, elle a eu le culot d'ajouter que les employés jusqu'à maintenant* «avaient bien profité des week-ends» *et qu'elle regrettait le bon vieux temps où* «il y avait une infirmière pour 40 malades».

*Les dirigeants de l'hôpital annoncent la couleur : l'hôpital ne doit pas servir avant tout à soigner des malades, mais à rapporter de l'argent. On avait déjà vu des bébés installés dans des cartons transformés en lits dans un service de pédiatrie surchargé, des lits ajoutés dans des chambres sans même la sécurité minimum d'une sonnette en cardiologie, mais on verra pire, si on laisse faire.*

*Pour que l'hôpital soit «rentable» les dirigeants du CHR veulent supprimer 231 «postes de remplacement», autrement dit licencier 231 auxiliaires dont la plupart travaillent depuis des années avec nous, embauchés par contrats renouvelés régulièrement ou par intermittence. Les employés en congé ne seront plus remplacés et les seules embauches seront sans doute celles de TUC ou autres stages payés à la fronde.*

*A noter que les syndicats, au courant de ces licenciements depuis la commission technique paritaire du 14 décembre, n'en avaient pas jusqu'ici soufflé mot.*

*Alors, jusqu'à maintenant, il n'y a eu que quelques réactions. Mais dans tous les services, le mécontentement s'accumule.*

***Correspondant LO***

# La candidature d'Arlette Laguiller

**Les premières affiches de la campagne d'Arlette Laguiller sont sorties. On a pu les voir déjà, sur les murs des villes grandes ou petites, où nos militants et sympathisants s'emploient à les coller. Nous en présentons quelques-unes dans cette page.**

**Et puis, nos lecteurs ont pu s'en rendre compte, dans un certain nombre de villes, la campagne militante s'accompagne d'affichage sur les panneaux publicitaires. Payant bien sûr, comme on s'en doute.**

**Alors, encore une fois, merci à tous de votre soutien militant pour coller... et aussi financier pour faire coller !**

## LES PREMIÈRES AFFICHES DE LA CAMPAGNE

D'élection en élection, droite et gauche se disputent sur l'accessoire mais sont d'accord pour sacrifier les travailleurs aux intérêts des profiteurs.

en 88, comme en 81,
Arlette Laguiller,
le camp des travailleurs,
le parti pris de la vérité.

## LA SOUSCRIPTION POUR LA CAMPAGNE DE LUTTE OUVRIÈRE

**Lecteurs de la région parisienne retenez cette date !**

**MEETING**
**avec**
**ARLETTE LAGUILLER**
**candidate de LUTTE OUVRIÈRE**
**à PARIS**
**Grande salle de la MUTUALITÉ**
**Vendredi 19 février à 20 h 30**

La loi qui est – peut-être ! – en train d'être votée par le Parlement, réuni en session extraordinaire à cet effet, va nous faire subventionner de force, avec nos impôts, les partis politiques contre lesquels nous luttons et leurs campagnes électorales, celle de Mitterrand comme celle de Barre, de Chirac et de Le Pen.

Par contre, pour nous, il n'y a pas trente-six solutions : il faut que tous les militants et sympathisants de Lutte Ouvrière SOUSCRIVENT ET FASSENT SOUSCRIRE largement autour d'eux, pour subventionner VOLONTAIREMENT la campagne d'Arlette Laguiller !

Il faut demander bien-sûr à tous ceux qui sont d'accord avec les idées que nous défendons de nous aider financièrement, pour que notre campagne puisse être la plus large possible. Comme on a pu le constater, la presse, les télévisions et les radios, publiques et privées, ne nous accordent pratiquement pas de place dans leurs colonnes ou sur leurs antennes. Arlette Laguiller ne pourra se faire entendre que grâce à l'effort militant et financier de tous ceux qui soutiennent les idées qu'elle défend !

Mais il faut nous adresser plus largement à tous ceux qui, sans être d'accord avec toutes nos idées, estiment qu'il est normal, qu'une candidate, qui représente les intérêts de la classe ouvrière et qui parle au nom des travailleurs de ce pays, puisse faire entendre sa voix. Nous devons les convaincre de faire, volontairement – nous le répétons !, un effort financier pour que la parole, dans cette campagne, ne soit pas le monopole des partis soutenus par les puissants et les riches du pays.

Alors, camarades et amis, au travail !

Le vendredi 19 février,
**MEETING LUTTE OUVRIÈRE**
**À**
**MONTLUÇON**
**avec Daniel VITRY**
porte-parole de la Coordination nationale des cheminots pendant la grève de l'hiver 1986-87

## LA SOUSCRIPTION

**Total à ce jour : 211 796 F**

**REGION PARISIENNE :** Vivien : 100 F. Brousse : 50 F. Bon pour une orange : 200 F. Amicalement vôtre : 100 F. Un naïf désabusé : 50 F. Pour la campagne, le double de mon augmentation de retraite de 1987 : 200 F. Marcel Seseaves (Meaux) : 50 F. E.M : 500 F. C.H : 50 F. Maurice : 50 F. Michel (marché Meaux) : 50 F. Chandelot : 50 F. Demoulin : 20 F. André : 500 F. Rémy : 500 F. Pascale, agent de service : 100 F. Corinne, lycéenne : 20 F. Jean-Pierre, chef cuisinier : 200 F. Florence, agent de service : 200 F. Sympathisant : 100 F. Gaffard : 100 F. Dupré : 100 F. Christianne : 100 F. Michel, un vieux compagnon : 500 F. Fremiot : 100 F. Claude B : 100 F. Claire B : 100 F. Broudeur : 50 F. Arthur : 500 F. Une lycéenne : 100 F. Un étudiant : 100 F. Liebmann : 50 F. Une sympathisante, membre du PCF : 100 F. Huet : 50 F. Une sympathisante du PS : 50 F. Poulet : 200 F. Lemarié : 100 F. Schmidt : 50 F. Alex : 100 F. Réguier : 50 F. Barnaud : 50 F. Civier : 10 F. Franc : 50 F. Laboucarie : 10 F. Becasse : 30 F. Flaise : 20 F. Fougères : 14 F. Marquet : 20 F. Christiane : 100 F. Gouzouguen : 100 F. Kerheve : 200 F. Raymond : 70 F. Laurent : 100 F. Des amis : 200 F. M. et Mme Meignan : 200 F. M. et Mme Ginabat : 200 F. L. Brandini : 100 F. Michelle : 100 F. Fred : 100 F. "Pour la belle Arlette" : 100 F. Argenteuil : M.C : 50 F. Françoise : 100 F. Georges : 50 F. Christine : 50 F. Danièle : 74 F. Guy : 200 F. M.B : 100 F. Diégo : 50 F. Maggi : 150 F. Nadine Banel : 100 F. Irène : 88 F. Un café sympa : 50 F. Sylvie P : 82 F. Cergy-Pontoise : Franck Giron : 200 F. Paris : Sylvie, infirmière : 200 F. Une mère de militante, "fidèle à Arlette" : 500 F.

**AIR FRANCE (ORLY) :** Lecat C : 100 F. Gutierrez : 150 F. Vauthier : 20 F. Gauchet J-L : 300 F. Daubail : 30 F. Carme : 20 F. Boyer : 50 F. Halatink : 20 F. Charpentier : 20 F. Denis : 300 F. Felix : 20 F. Merlin : 20 F. Zettwoog : 20 F. Fauvel : 10 F. Salim : 100 F. **CREDIT LYONNAIS :** Ghislaine : 100 F. Annick : 100 F. Dominique : 100 F. Martine : 80 F. Sylvie : 100 F. D.Vallet : 100 F. Gérard Poirier : 200 F. Mimi : 100 F. Marguerite : 100 F. Christiane : 200 F. Evelyne 100 F. Annette : 100 F. Siège : Bauer Germaine : 500 F. Annie : 200 F. André : 30 F. Frédo : 30 F. Jocelyne Piluso : 30 F. Sandrine : 30 F. Hudelo : 50 F. Carlos : 30 F. Martine : 30 F. Amegan : 100 F. Gérard : 20 F. Dominique : 50 F. Farida : 30 F. Chantal : 40 F. Bouteiller : 50 F. **THOMSON-CERGY :** Une ouvrière toujours dans la lutte : 50 F. Un technicien : 50 F. Un pré-retraité : 50 F. Une sympathisante : 60 F. Christiane-Domitilde : 50 F. Un technicien : 100 F. Ferraz Jean : 50 F. Patrick Herviou : 100 F. Michel : 20 F. Un ouvrier : 20 F. **RATP (CHAMPIONNET) :** Maryvonne : 100 F. Marc : 200 F. Maman : 50 F. Corinne : 100 F. Raymond : 50 F. Un sympathisant : 30 F. Jean : 20 F. Bramard : 10 F. **AGF-PARIS :** V.G : 2000 F. **CAF (15ème) :** J. Le Bris : 400 F. **ALCATEL :** Grégoire : 1000 F. VCaverzasio : 100 F. Boulic : 1000 F. Cremer : 50 F. Aristide : 100 F. Solofo : 100 F.

**VIA-ASSURANCES :** Michel : 100 F. Françoise : 20 F. Philippe : 200 F. Monique : 100 F. Jean-Claude : 100 F. M. Martine : 15 F. Monique : 50 F. Claire : 100 F. Un employé : 5 F. Micheline B : 10 F. Marie-France : 15 F. Christiane : 30 F. Adèle : 50 F. Bernard : 50 F. Jacques : 10 F. Pierre : 100 F. Renaud : 50 F. Martine : 10 F. Jean-Claude : 20 F. Jacqueline : 100 F. **GROUPE MALAKOFF (ST-QUENTIN EN YVELINES) :** Annick Lhowwe : 50 F. Agnès : 100 F. Marie- Louise : 500 F. **RHONE-POULENC (VITRY) :** Un ouvrier : 50 F. Un ouvrier : 50 F. **PTT PARIS :** Philippe : 100 F. Pierre : 100 F. Jean-Michel : 50 F. Etche et sa mère : 200 F. Alonso Gilbert : 40 F. Jean-Louis : 70 F. Gaby : 100 F. Monniaux Bernard : 500 F. Tri PLM : Dussaugès : 200 F. Favotto : 200 F. Danielle : 100 F. Patrick, 1ère moitié : 200 F. Jauffret : 100 F. Bonnifait : 200 F. Desert : 50 F. Jean- François : 100 F.

**SNCF-DEPOT PARIS SUD-OUEST :** Sekreta : 50 F. Durousseau : 20 F. André : 100 F. Ali : 20 F. Lenormand : 10 F. Jazé Gérard : 10 F. Portier Gérard : 30 F. Bousquet : 20 F. Samaké : 15 F. Couscous : 10 F.

**SNCF-LIGNE C, RER :** Mahieu 10 F. Cherel : 10 F. Berthier : 10 F. Batta : 10 F. Mignot : 10 F. Duverne D : 10 F. Romussi : 10 F. Bousquet : 10 F. Carribaut : 10 F. Fayt : 10 F. Bernadette : 10 F. Abribat : 10 F. Denis : 20 F. Beagrand : 20 F. Baro : 10 F. Cazaux : 10 F. Vilain : 20 F. Crispi : 20 F. Guillou : 12 F. Boyer : 10 F. Mazuel : 10 F. Dupuy : 10 F. Viguie J : 20 F. Pasquereau : 10 F. Lafond : 10 F. Duval : 10 F. Hyvert : 10 F. **SNCF-ATELIER :** Gaby 50 F. GROLIER Alain : 20 F. Levasseur Thierry : 50 F. Pascal : 20 F.

**AUBE :** Politex : ouvrier : 50 F. Ouvrière : 17 F. Aube-Chaussette : ouvrier : 20 F.

**LE MANS :** Eliane : 200 F. Loic : 50 F. Carine : 100 F. Anonyme : 100 F. Thomas : 200 F. Nicolas : 70 F. Coralie : 40 F. Coralie : 200 F. Xavier : 50 F. Christelle : 50 F. Thierry : 300 F. Hugues : 200 F. Laure : 100 F. Dominique : (ouvrier) : 50 F. Postier : 10 F.

**DIJON :** Maurice G : 200 F. Dole, lycéen Nodier : 100 F. Bernard : 100 F. Lili : 30 F.J D. : 200 F. "Pour un parti révolutionnaire" : 500 F. Un fonctionnaire CRDP : 100 F. réunion publique : Une fonctionnaire : 50 F. un ouvrier : 20 F. Un étudiant : 20 F. Mosetto : 5 F. Une chercheuse d'emploi : 15 F. **DIJON :** Jacquelin : 50 F. Une habitante de Quetigny : 50 F. Une sympathisante d'Arlette : 50 F. Vive Arlette : 50 F. Fabienne 100 F. Un membre du MPPT : 50 F. Libanoir Marie : 200 F. Une famille sympathisante : 100 F. Une sympathisante : 200 F. Dédé : 100 F. Mémé : 50 F. La Lappe S : 50 F. Claire : 50 F. Christophe : 200 F. Nora : 300 F. Bordot : 50 F. Parents d'un copain : 170 F. Une ouvrière de LCC : 50 F. Un ouvrier du bâtiment : 20 F. Gilares : 70 F. **DIJON-SNCF :** "Pour t'entendre" : 50 F. Florent : 100 F.

**CHALON S/SAONE :** Thierry (marché de Chalon) : 10 F. Retraités de Chenove : 200 F. Un pré-retraité de Creusot-Loire : 70 F. C ouvrier peintre dégraisseur : 100 F. Charlot : 200 F. Prof : 100 F. Varennes (Le Creusot) : 100 F. Le Creusot : André : 100 F. Sophie : 200 F.

**VIERZON :** E = p2 c2 + m2 c4 : 50 F. Camille : 100 F. Un soutien : 400 F. Employée SNCF : 100 F. **BOURGES :** Une voisine : 30 F. Une copine : 50 F. Un copain : 20 F. Anonyme : 100 F. Une sympathisante : 150 F. Jeanne Detouches : 100 F. Un lycéen : 50 F. Nicole, par sympathie : 100 F. Denis, pour la lutte : 50 F. Un ouvrier : 20 F. Pour

# La candidature d'Arlette Laguiller

Travailleuses, travailleurs,
nos salaires sont bloqués depuis 1982, mais les prix sont libres et le patronat joue à la Bourse les bénéfices des entreprises.

nous avons le droit
d'exiger notre dû :
rattrapage du retard
sur les salaires,
pas de salaire
inférieur à 6 000 F.

Arlette Laguiller

**Vous voulez coller**

**nos affiches dans votre secteur, sur les murs de votre ville ou de votre village ? Rien de plus simple ; nous pouvons vous les envoyer, si vous nous indiquez votre adresse et moyennant les frais d'envoi.**
**Envoi contre 7,40 F pour cinq affiches, 10 F pour dix affiches. En timbres... ou en arrondissant votre souscription !**

Tous ceux qui parlent de la santé de l'économie et des entreprises ne pensent qu'à la santé du patronat. Défendons celle des travailleurs !

Arlette Laguiller,
l'honnêteté, la sincérité,
les préoccupations
d'une femme du peuple.

Arlette : 50 F. Becker Michel : 2ème versement : 400 F. Une sympathisante : 100 F. Etablissements militaires : un ouvrier : 100 F. Un ouvrier : 100 F. **LIMOGES :** Restoin Daniel : 100 F. Anne-Marie Combes : 30 F. MB : 100 F. Yvette Huc : 50 F. M.Louise Huc : 100 F. B. Marty : 50 F. Un cheminot : 500 F. Une employée municipale : 100 F. Une petite commerçante : 150 F. MT Voinaud : 300 F. Une sympathisante : 250 F. **CORREZE :** Jacqueline : 500 F. Pierrette et Robert : 100 F. Grand-mère : 100 F. Deux drivistes : 70 F. André Boutouyrie : 50 F. Hubert Anquetil : 100 F. **NEVERS :** Françoise et Dominique Garcia : 200 F. Dominique : 50 F. Ouvrier Kleber : 50 F. Marie : 50 F. **ORLEANS :** Frédéric : 200 F. Verbeque : 100 F. Pierrot : 100 F. Un ouvrier de Rockwell (Sullys/Loire) : 100 F. Un chômeur de Sully : 100 F. Un ouvrier de SUMA-SA (Gien) : 200 F. Un travailleur de Saint-Gobain : 150 F.

**ORLEANS** (suite) : sympathies d'un ancien combattant : 50 F. Denise : 10 F. José : 50 F. Mauvoisin Jean : 20 F. Une collégienne : 30 F. La soeur d'un révolutionnaire de LO : 40 F. Un étudiant : 40 F. Un ouvrier tunisien : 200 F.

**BAYONNE :** Parents d'un camarade : 300 F. **BORDEAUX :** Pascal : 50 F. Michel, travailleur communiste libertaire ; soutien à LO : 1000 F. Gisèle : 200 F. Denis : 100 F. Labrousse : 30 F. Mireille Olivier : 150 F. Isabelle Duq : 200 F. Un copain : 100 F. "Barton" : Humbert M.José : 50 F. Pour les luttes : 100 F. Armand : 100 F. **ANGOULEME :** Famille : 300 F. Quelqu'un qui voudrait que ça bouge : 44 F. Lavie Frédéric : 60 F.

**CAEN :** Militant LO : 200 F. Sympathisant LO : 50 F. Bruno Bouet : 30 F. Lefèvre Frédéric : 30 F. Sympathisant : 20 F. Roland : 20 F. Pascal : 15 F. Aubrée : 20 F. Jessy : 20 F. Dédé : 20 F. Carlos : 25 F. Talvard : 25 F. René : 20 F. Jean-Pierre : 15 F. Philippe : 30 F. Louis : 20 F. Alain : 30 F. Gilou : 20 F. Leplanquois : 100 F. **ROUEN :** Une sympathisante : 200 F. Victor : 100 F. Grande Paroisse (AZF) : Lucas : 10 F. Une fourmi laborieuse : 20 F. Un bashar Sardavkar : 50 F. Dédé : 10 F. Annick Alix : 20 F. **DDE ROUEN :** Primaut E : 100 F. Hauchecorne G : 50 F. Bismuth F : 20 F. Trancart JP : 50 F. Leroy G : 10 F. **CHU CHARLES NICOLLE ROUEN :** Gisèle : 2OO F. Nadine : 50 F. Guesdon Philippe : 30 F. **CHU HOPITAL BOIS GUILLAUME :** Christine : 100 F. Françoise : 50 F. Joël : 30 F. Alain : 50 F. Béatrice : 50 F. Jean-Louis : 100 F. **AS : 50 F. CHU (ROUEN) :** Michèle : 200 F. Martine : 100 F. Une collègue : 20 F. Un soutien : 20 F. **DIEPPE :** Parents d'une militante : 60 F. Un petit soutien : 10 F.

**TOULOUSE :** Un étudiant : 100 F. Josette : 100 F. La mère d'un copain : 200 F. Darnaud Jacques : 100 F. Pierrot : 100 F. Durou-Bonnet : 250 F. Jean : 100 F. Andrée et Gilbert : 50 F. Jany : 100 F. Jany : 50 F. Krach : 500 F. Philippe, étudiant : 100 F. Cozar : 100 F. Marie-Christine : 1.000 F. **CASTRES :** Ouvrier cuir et peau : 100 F. Bruno : 100 F. Soutien Arlette : 50 F. Tiens bon Arlette : 400 F. M et R : Enfonce-les, Arlette : 100 F. Un ouvrier : 100 F. **TOULOUSE** (suite) : Barsony : 50 F. Un ouvrier Cablauto : 50 F. Un sympathisant : 50 F. Un retraité : 100 F. Saussené : 50 F. Handburger : 50 F. Baux : 30 F. Cobos : 20 F. Un ami : 50 F. La mère d'un copain : 200 F. Pierre Vandeput : 50 F.

**MACON :** Vente publique : 30 F. Alsthom : 10 F. Un travailleur d'Alsthom : 10 F. **LYON :** M et Mme Surdel, écoeurés de la politique de la droite et de la gauche : 200 F. Martine : 50 F. Anonyme : 50 F. Si ces 50 F. ne servent pas à : - vendre des armes en Iran ; - couler des bateaux d'Auckland ; - faire des faux passeports à Chalier ; - chercher des avions renifleurs ; - n'être qu'un détail, alors on a fait un meilleur placement qu'en Bourse : Christian Neyret et Sylvie : 50 F. Employé Rillieux : 100 F. Employée Rillieux : 100 F. F. Jacquin : 100 F. Emile Roux : 50 F. Gaby : 100 F. Stéphane Lyon 1 : 100 F. Gros Louis : 50 F. J.M Thonon : 200 F. Maïté et Christian : 50 F. Une institutrice : 350 F. Une retraitée : 150 F. Retraitée : 100 F. **HOPITAL EDOUARD HERRIOT :** A.H : 20 F. A.S.H : 200 F. Aide soignante : 30 F. Médecin : 200 F. Une surveillante : 100 F. **R.V.I PONTS :** Un travailleur : 50 F. Tremelat : 20 F. un travailleur : 10 F. **R.V.I VENISSIEUX :** Pereira : 50 F. Ouvrier RVI : 20 F. **VALENCE :** Quelqu'un qui lui tire son chapeau : 20 F. **NORD :** Les parents d'une militante : 100 F. Pour Arlette : 25 F. Un patron de gauche : 200 F. Une garagiste sympa : 150 F. Hubert Brigitte : 100 F. Leprévost Edith : 50 F. Viviane : 30 F. Yvonne : 60 F. Nathalie : 50 F. Une Grand-Mère socialiste d'Hellennes : 100 F. Grodzki J. Marc : 200 F. Un protestant socialiste : 50 F. Hélène Auxiliaire puéricultrice : 100 F. Blanquart Retraité de la mairie de Lille : 200 F. Olivier : 20 F. Grevet : 50 F. Bonet : 50 F. Un étudiant : 10 F. Rémy Delunuel : 10 F. Eddie Pouly : 50 F. Lemaire Pascaline, Hocquirghen Catherine 2 jeunes communistes : 10 F. + 10 F. Un enseignement forcement d'accord : 50 F. Yannick Lelecq (UEC) : 10 F. Stéfane : 100 F.

**DOUAI :** Bertrand : 500 F. **WATTRELOS :** Hadamitzki Pascal : 50 F. Maresciano Roseline : 50 F. Maryse : 50 F. **ROUBAIX :** Patricia La Redoute : 70 F. Eric de chez Nisse : 100 F. **VALENCIENNES :** 2 chauffeurs de la Semurval : 40 F. Une journée de salaire d'une nourrice agréée : 50 F. **PAS-DE-CALAIS :** Christine : 250 F. Pinchon M. Reine : 120 F.

## L'élection du président de la République

## UNE LOI BIEN ÉTUDIÉE POUR IMPOSER UN FAUX CHOIX

Le président de la République n'a pas toujours été élu au suffrage universel. C'est même une mesure récente qui a fait l'objet d'un référendum et qui est devenu article de loi en 1962, à l'initiative De Gaulle.

Cette loi a toutes les apparences de la démocratie bourgeoise et nationaliste puisque «*est éligible tout Français et toute Française ayant 23 ans accomplis, jouissant de ses droits civils et politiques et ayant satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement de l'armée*».

Evidemment, au fil des ans, on a rajouté des obstacles : en 1974 il fallait 100 signatures d'élus, (maires, conseillers généraux, parlementaires), rédigées sur papier libre. En 1981, il en fallait 500 émanant d'au moins 30 départements différents et rédigés sur un formulaire spécial délivré en temps voulu par les autorités compétentes (et dont les noms seraient publiés au *Journal Officiel*).

En réalité tous ces obstacles essaient de limiter une loi qui se voulait justement non restrictive au premier tour.

Au deuxième tour, de toute façon, ne peuvent rester en lice que deux candidats. Les autres sont éliminés. Quand bien même ils voudraient se maintenir, ils ne le pourraient pas aux termes de la loi.

En effet la loi prévoit que, au deuxième tour, «*seuls peuvent se présenter les deux candidats qui, le cas échéant, après retrait de candidats plus favorisés, se trouvent avoir recueilli le plus grand nombre de suffrages au premier tour*» (article 7 de la Constitution).

Ainsi donc au premier tour, tout le monde peut se présenter à condition d'avoir les 500 signatures d'élus mais au deuxième tour seuls deux candidats restent en lice.

Ceci explique les grandes manœuvres dans les camps des partis dits «représentatifs» ; les manœuvres à droite aujourd'hui pour savoir qui, de Barre ou de Chirac, sera présent au deuxième tour. Cela explique qu'en 1974 dans un bel élan unitaire, le Parti Communiste et le Parti Socialiste qui avaient signé deux ans auparavant un Programme commun de gouvernement ont cru augmenter leurs chances en ne présentant qu'un seul candidat : François Mitterrand dès le 1er tour. En fait chacun se sert du premier tour pour préparer le deuxième, d'où l'idée stupide du vote «utile» qui substitue à la pluralité des candidatures au premier tour un deuxième tour dualiste où chaque camp se croit obligé de se résigner à un seul champion.

En 1969 les deux candidats en présence au 2ème tour appartenaient à des familles de droite : Pompidou pour les uns, Poher pour les autres. Ni le candidat du PS ni celui du PC n'avait la possibilité d'être présent au second tour. Le PC appela à l'abstention.

Depuis 1974, le deuxième tour se joue entre la soi-disant droite et la prétendue gauche.

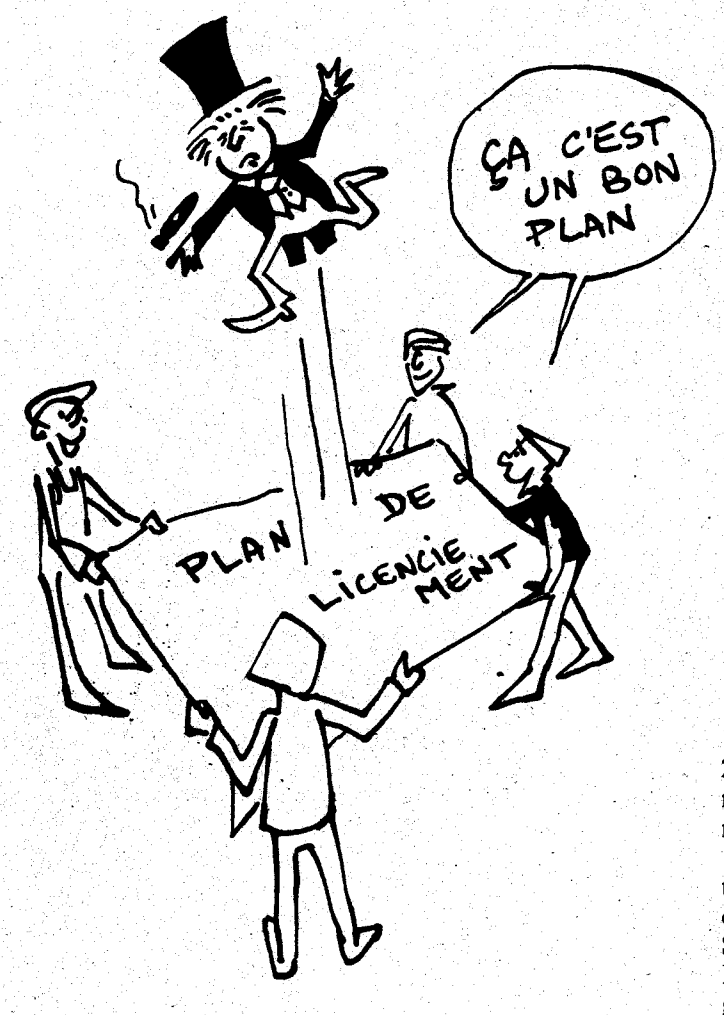
Cela nous a donné, en 1981, un président «socialiste» avec une Chambre à gauche, puis, à l'occasion de l'expiration du mandat parlementaire cinq ans plus tard une Chambre de droite (car les élections législatives n'épousent ni en temps ni en valeur les élections présidentielles) avec toujours le même président socialiste.

Cette année, la Chambre des députés à majorité de droite est élue en principe pour 3 ans encore ; le président doit l'être pour 7 ans. Pour tout arranger, parmi les candidats figurent le chef de gouvernement actuel et, vraisemblablement, le président de la République actuel.

Mais, dans tous les cas – soyons-en sûrs – le président élu sera l'homme-lige de la bourgeoisie.

**Colette BERNARD**

**Envoyez votre soutien au journal, par chèque à l'ordre de LUTTE OUVRIERE, envoyé à notre boîte postale (Lutte Ouvrière – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18), ou virement postal adressé directement aux Chèques postaux, à l'ordre de LUTTE OUVRIERE, CCP 31 175 86 W – La Source, avec la mention «souscription».**




## Schlumberger-Industries Montrouge

# UNE JOURNÉE D'EXPLICATION AVEC LE PATRON

Chez Schlumberger, à Montrouge, les six travailleuses de la microélectronique ont arrêté leur grève au bout de deux semaines et demie sans avoir obtenu satisfaction. La direction a cédé sur certains points mineurs, mais, à part le paiement de trois jours de grève *"en signe d'apaisement "*, le bilan est mince. Mais, comme elles disent : *"A 6, on savait bien que cela n'allait pas forcément donner grand'chose. De toute façon, nous n'avions pas le choix. Attaquées, nous devions nous défendre. Et puis, l'affaire n'est pas jouée puisque la direction prétend qu'elle ne peut rien régler tant que le lieu de la nouvelle société n'est pas connu. Eh bien, nous verrons à ce moment-là"*.

Nullement découragées, le 2 février, elles étaient les premières partantes pour aller manifester à la direction.

En effet, le 2 février, se tenait la réunion du Comité central d'entreprise de Schlumberger Industries, à Montrouge. La direction du groupe comptait y présenter la suite de ses plans de suppressions d'emplois, *"recueillir l'avis"* du CCE, et continuer ainsi tranquillement la procédure des licenciements, des "préretraites" FNE à 55 ans, et ventes d'activités. Mais les travailleurs ne l'entendaient pas comme cela.

Nous nous sommes retrouvés 150 à 200 de Montrouge, mais aussi de Trappes et de St-Etienne, bien décidés à nous faire entendre directement à cette réunion où la direction devrait bien se trouver, puisque c'est elle qui l'avait convoquée.

Tout le monde ne pouvant entrer dans la salle à la fois, ce furent les travailleurs de St-Etienne qui ouvrirent le feu dès 10 h 30, bientôt relayés par d'autres. Le patron finit par perdre sa sérénité pour tourner au rouge brique au fur et à mesure de l'heure. Surtout quand on lui dit que c'est lui que nous devrions licencier, d'autant plus qu'il a largement passé les 55 ans... Il eut soudain l'inspiration *"Il est midi moins le quart, je propose d'aller déjeuner pour nous retrouver à 14 h. Pas tous évidemment, seuls les membres du Comité central d'entreprise"*, de façon que les choses sérieuses commencent !

Du coup, les interventions redoublèrent, ponctuées par des *"Il est midi moins 10 ..."*, *"Il est midi moins 5 ..."*, *"Il est midi ..."*, *etc.*

A une heure moins le quart, la séance fut levée, mais "le vrai CCE" (selon la direction), celui sans les travailleurs, n'avait pas commencé.

*"Réfléchissez, soyez raisonnables"*, nous lança le patron en partant. A 14 h, il revint, s'étant un peu requinqué pour la deuxième mi-temps, mais s'assombrit immédiatement en constatant : *"Il y a toujours des gens qui ne font pas partie du CCE"*. Nous avions effectivement suivi son conseil, réfléchi, et les premiers arrivés avaient jugé plus raisonnable, tant qu'à être dans la salle de réunion, de prendre des sièges. Le PDG refusant toujours de considérer cela comme la réunion du CCE, la séance fut finalement levée à 16 h 30.

Personne ne se faisait guère d'illusion. Ce n'est pas cela à lui seul qui empêcherait la direction de poursuivre ses plans ; mais tout le monde était bien content d'être allé lui dire que l'on n'était pas dupe, en empêchant ce qu'elle appelle le *"bon déroulement"* du Comité central d'entreprise.

**Correspondant LO**

## Snecma-Gennevilliers

# LA CGT SANCTIONNÉE PAR LES TRAVAILLEURS

**A la SNECMA – Gennevilliers, les élections de délégués du personnel se sont déroulées le 28 janvier dernier, marquant, dans le collège ouvrier, une forte baisse de la CGT au profit de la CFDT. Ces élections étaient regardées avec d'autant plus d'intérêt par de nombreux travailleurs qu'elles venaient après l'exclusion de quatre délégués CGT, militants connus sur l'entreprise.**

En effet, en avril-mai derniers, la direction de la CGT s'était opposée à des centaines de travailleurs et à leur «*comité de préparation à la grève*» pour les 1 200 F uniformes pour tous. Ce comité regroupait près de 50 travailleurs de l'atelier des Aubes d'où était parti cette initiative, et mobilisait, sur la revendication des 1 200 F, plus de 250 travailleurs du même atelier. La direction de la CGT s'était, dès le départ, opposée aux travailleurs des Aubes, mais c'est surtout lors d'une assemblée générale de toute l'usine, appelée par le Comité et réunissant près de 500 travailleurs, qu'elle montra toute son hostilité. En proposant des augmentations hiérarchisées, une grève des bons de production, elle créait la diversion et réussissait à provoquer la confusion.

Après cette initiative, les délégués du personnel CGT qui en étaient à l'origine furent exclus du syndicat, à l'issue d'une consultation bidon auprès des syndiqués CGT. Le prétexte en était leur appartenance politique à Lutte Ouvrière, alors que, selon ses statuts, on peut être membre de la CGT, quelles que soient ses opinions ou son appartenance politique. (Au Bureau confédéral, il y a des membres du PC et du PS).

Avec près de 50 travailleurs, les quatre exclus rejoignaient alors la CFDT. Nos camarades étaient présentés sur la liste CFDT des délégués du personnel, trois en titulaires et un en suppléant.

Les résultats du 28 janvier prouvent que de nombreux travailleurs ont voulu désavouer la CGT en votant pour les listes CFDT sur lesquelles ces camarades se présentaient.

La CGT perd 11,58 % dans le premier collège. Elle passe de 69,49 % en 1987 à 57,91 % en 1988. La CFDT, elle, passe de 30,51 % à 42,09 %.

En sièges, la CGT, qui comptait 7 délégués titulaires en 1987, en perd deux en 1988. La CFDT, elle, gagne deux postes titulaires (3 en 1987 et 5 aujourd'hui). Même résultat chez les suppléants : la CGT perd deux postes et la CFDT en gagne un. Deux des trois exclus présentés sur la liste des titulaires ont été élus. En valeur absolue, la CFDT progresse de 146 voix.

Neuf mois se sont pourtant écoulés depuis le mouvement sur les 1 200 F, mais ces 146 électeurs, eux, n'ont pas oublié et ont tenu à sanctionner comme il se devait les manœuvres bureaucratiques de la direction CGT. D'ailleurs, le lendemain de la proclamation des résultats, bien des réactions de travailleurs exprimaient ce sentiment : «*On est content que vous soyez élus. On a pu voter contre votre exclusion*», ou encore : «*On espère que ça leur servira de leçon*».

**Correspondant LO**

## Cherbourg

# LES DOCKERS EN LUTTE CONTRE UNE SOCIÉTÉ DE MAREYAGE

**Les dockers cherbourgeois se trouvent de nouveau en conflit avec la société de mareyage SGS. Celle-ci cherche par tous les moyens à augmenter ses profits. Au départ, cette société de mareyage a essayé de déroger aux usages locaux, en achetant la cargaison avant débarquement, et en se chargeant elle-même du débarquement. Or, ce débarquement est normalement effectué à la criée, par le personnel de la criée, ou à défaut, dans le port de commerce par les dockers. La SGS, elle, embauchait du personnel pour quelques heures, à la sauvette, et sans protection sociale. La direction du port fermait les yeux sur ces pratiques.**

Les dockers qui sont une cinquantaine ne l'entendaient pas de cette oreille : ils ont, en bloquant les déchargements à plusieurs reprises, obtenu que les autorités portuaires effectuent des contrôles d'embauche.

Aujourd'hui, la SGS a trouvé un nouveau moyen d'augmenter ses profits déjà énormes : elle fait débarquer les bateaux de 80 à 300 tonnes par l'équipage, ce qui est admis uniquement pour la pêche artisanale. Les dockers dénoncent le danger de ces pratiques pour les pêcheurs : si elles s'étendaient, les bateaux ne rentreraient plus dans leurs ports d'attache, ils débarqueraient dans n'importe quel port, suivant les bancs de poissons. Et cela entraîne, bien sûr, un surcroît de travail pour les équipages obligés de décharger eux-mêmes leur marchandise, même s'il y a légère contrepartie financière.

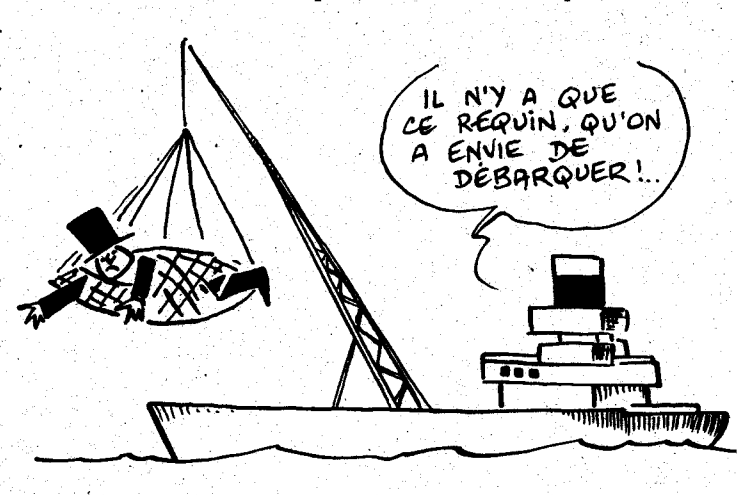
Quant aux employés des criées, françaises, espagnoles ou anglaises, leurs emplois sont également menacés si tous les bateaux débarquent eux-mêmes leur cargaison. Cela entraînerait à terme la suppression des emplois locaux des criées.

Evidemment, ces pratiques menacent aussi les emplois des dockers. Pour s'y opposer, les dockers cherbourgeois ont mené un certain nombre d'actions ces dernières semaines : débrayage de deux heures sur un déchargement de déchets atomiques à destination de La Hague, blocage d'un certain nombre de déchargements avec des moyens divers, ce qui a eu pour effet une protection systématique des déchargements par les forces de police.

Premier résultat : un rendez-vous obtenu au ministère pour la fédération CGT des dockers.

C'est donc une affaire qui n'est pas terminée et les dockers sont bien déterminés à défendre leurs acquis ainsi que ceux des employés du port et à empêcher que refleurissent sur les quais les «rats de quais», (nom donné à ceux qu'on achetait pour quelques sous pour effectuer un déchargement), ce qui serait un recul de plusieurs dizaines d'années.

**Correspondant LO**




## Kléber-Industries Nevers

# APRÈS LES 3 x 8, LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES, VOILÀ LES 2 x 12

A l'usine de Nevers de Kléber-Industries, environ 600 travailleurs fabriquent des durites et des silentblocks pour l'automobile.

Depuis un an et demi, la production augmente. La direction a commencé par embaucher avec des contrats de 4 mois. Cela lui a permis de faire faire des heures supplémentaires le samedi, le renouvellement du contrat étant lié au fait qu'on accepte ou pas les heures supplémentaires. La direction fait du chantage aussi aux augmentations de salaires. Pour avoir une augmentation individuelle, il vaut mieux faire des heures supplémentaires ! Ces heures supplémentaires durent depuis un an, d'abord le matin et ensuite le matin et l'après-midi.

La CGT et FO se sont prononcées contre les heures supplémentaires, mais rien n'a été fait pour organiser leur refus. Depuis quelques jours, la direction a lancé d'autres idées. Elle a parlé de travail du vendredi-samedi-dimanche (VSD) ou de 4x6. Elle vient de faire un sondage dans l'atelier THP. Elle a fait demander qui serait d'accord pour venir travailler en 2x12 le samedi et le dimanche. Ce serait payé sur la base de 39 h et cela ne durerait que 4 mois.

Evidemment, c'est une nouvelle pression sur les camarades sous contrat. Le refus de travailler comme la direction le veut voudra dire le non-renouvellement du contrat. Mais en lançant cette formule, elle veut aussi faire pression sur l'ensemble d'entre nous.

Si ce travail du week-end se met en place, ce sera la porte ouverte à d'autres formules qui pourraient nous obliger à travailler plus et dans de plus mauvaises conditions.

Pourtant Kléber est contrôlé en totalité par Michelin et on sait que les bénéfices augmentent chaque année : 1 milliard en 1985, 1,9 milliard en 1986 et pour 1987, vu l'augmentation de la production, cela ne doit pas être en baisse.

Alors, il y aurait de quoi investir dans de nouvelles machines et embaucher définitivement. Faire tourner l'usine 7 jours sur 7, c'est augmenter les profits sans que cela coûte grand-chose à la direction. On se demande quand même si les machines tiendront le coup car certaines auraient leur place à la ferraille.

Pour l'instant, seule la CGT a sorti un tract pour dire qu'elle n'était pas d'accord avec cette formule. Mais dans des conversations, des délégués CGT disent que s'il y a des volontaires, ils ne pourront rien faire. FO est pour des volontaires, la CFDT aussi. Aucun syndicat n'a l'air d'être prêt à s'opposer à la politique du patron alors que tout le monte sait que les "volontaires", en fait, n'en sont pas.

Faire des journées de 12 heures sur une presse le week-end n'a rien pour nous tenter. Alors pour l'instant, ce n'est qu'un projet, mais pour la plupart d'entre nous, le week-end, on a d'autres divertissements que de venir à l'usine.

**Correspondant LO**

# La mort de Malenkov

# LE PREMIER SUCCESSEUR DE STALINE

**Malenkov, qui vient de mourir à l'âge de 87 ans, fut, par les titres, le premier successeur de Staline. En effet, lorsque mourut le 6 mars 1953 *«le maître en socialisme»*, comme disait *L'Humanité* de l'époque, si trois hommes semblaient en position de diriger l'URSS : Béria, Molotov et Malenkov, ce dernier cumulait les fonctions de président du Conseil des ministres et de secrétaire du Parti. Il était donc en principe le n° 1 du régime.**

**En réalité, il n'y avait pas un successeur de Staline, mais plusieurs prétendants. Et la mort de l'arbitre suprême déclencha entre eux une guerre de succession implacable. Car ces hauts dignitaires du Bureau politique – outre Béria, Molotov, on peut citer aussi Boulganine, Kaganovitch, Mikoïan, Khrouchtchev – avaient des titres et des moyens équivalents à faire valoir pour prétendre à la relève et essayer de s'imposer.**

**Cependant dans l'immédiat, le plus urgent était de composer pour éviter toute solution de continuité à la tête de la dictature, et ils passèrent par le compromis d'une direction collective.**

**Cette collégialité fut éphémère. Mais les temps avaient tout de même changé : il fallut plusieurs années pour qu'émerge le vainqueur, Nikita Khrouchtchev.**

**Dans cette guerre de succession, Malenkov avait été le premier visé; il paraissait en effet le mieux placé dans la course au pouvoir.**

Les obsèques de Staline : les hauts dignitaires du Kremlin portent le cercueil dans l'ordre hiérarchique du moment : Malenkov est bon premier.

A cette occasion, le correspondant de *L'Humanité* à Moscou imaginait *«la pure rivière qui sera née des larmes versées dans tout l'univers, en ces jours pénibles, par des centaines de milliers d'hommes»* ...

(photo UPI)

Malenkov, quand il n'était encore que second.

(photo UPI)

Georgui Malenkov n'avait que 16 ans en 1917. En 1925, il était déjà secrétaire particulier de Staline, ce qui le mettait en bonne position dans l'appareil en train de se forger, et par la suite il se spécialisa dans les tâches d'organisation du parti. Il devint secrétaire du Comité central en 1939. Entré au Bureau politique en 1941, il en devint membre titulaire en 1946, en même temps que secrétaire du CC et vice-président du gouvernement...

Malenkov avait alors un grand rival en la personne de Jdanov, le grand épurateur des milieux intellectuels et artistiques. Après la mort — mystérieuse, bien entendu — de ce dernier, il devint le «dauphin apparent» de Staline.

Dès les lendemains de la disparition du maître, ses collègues se coalisèrent pour évincer politiquement le «dauphin» : les 22-23 mars 1953, il fut remplacé au secrétariat du parti qu'il assurait depuis quelque temps par Khrouchtchev. Peut-être ce dernier, membre relativement obscur des instances supérieures, leur paraissait-il moins dangereux ?

Malakov eut cependant de la chance. Il échappa au sort de Béria, qui suivit Staline dans la mort à quelques mois de distance seulement : officiellement fusillé, en décembre de la même année 1953, mais selon les rumeurs du temps, en réalité assassiné en pleine réunion par les bons soins — collégiaux — de ses acolytes du Présidium. Il est vrai que Béria était le chef de la police et qu'il en savait sans doute plus long que quiconque sur le compte de chacun des autres...

En février 1955, Malenkov «demanda» à être libéré de ses fonctions à la tête du gouvernement et fit son autocritique, invoquant son *«inexpérience dans le travail de l'Etat»*, et déclarant : *«J'aperçois d'une manière particulièrement claire la faute et la responsabilité qui m'incombent dans les insuffisances qui se sont fait jour dans l'économie agricole»*.

A la tête du gouvernement, Boulganine prit sa place. C'était désormais le tandem Boulganine-Khrouchtchev qui tenait les rênes du pouvoir.

Malenkov fut finalement exclu en juin 1957, en même temps qu'un groupe d'autres vieux dirigeants tels que Molotov ou Kaganovitch, dans le cadre de l'affaire du groupe dit «anti-parti». Malenkov était accusé d'avoir *«voulu étouffer l'instruction des crimes commis pendant la période stalinienne»*.

Depuis 1953; Khrouchtchev avait fait du chemin : il était arrivé au pouvoir. Malenkov fut expédié finalement au Kazakhstan, comme directeur d'une centrale hydroélectrique...

**Christiane LE GUERN**

**lutte de classe**
Pour un parti mondial de la révolution prolétarienne
**class struggle**
For a world-wide party of the proletarian revolution
**lucha de clase**
Por un partido mundial de la revolución proletaria

**N° 14**
1988
16 Janvier
16 January
16 Enero

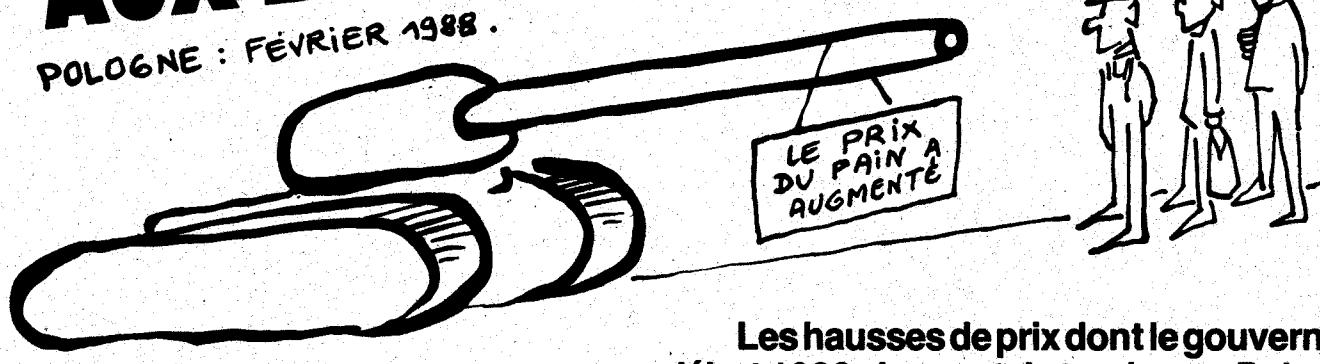
AU SOMMAIRE DU NUMÉRO 14

**HAÏTI:** L'armée face aux masses.
**CORÉE DU SUD:** Des élections... mais pas de démocratie.
**FRANCE:** Pierre Juquin ou la nouvelle idylle de la Ligue Communiste Révolutionnaire.
**ITALIE:** Les «comités de base» et les syndicats.

## POLOGNE

### Les hausses de prix décidées par Jaruzelski

# UN DICTATEUR DE L'EST, BIEN UTILE POUR PAYER LEURS INTÉRÊTS AUX BANQUIERS DE L'OUEST



(AFP)

A la pénurie s'ajoute maintenant la hausse des prix.

**Les hausses de prix dont le gouvernement Jaruzelski avait annoncé le principe pour le début 1988 viennent de tomber en Pologne. Et la note est salée : ce lundi 1er février les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 40%, ceux des transports publics et des loyers ont doublé... et la vague de hausses qui doit s'étaler sur les trois mois à venir prévoit encore que le gaz et l'électricité feront la culbute dans deux mois et que le charbon pourtant produit en Pologne la fera deux fois : plus 200%.**

Dès l'annonce de ces hausses et malgré le déploiement policier, des réactions de colère ont éclaté. 3000 manifestants, dimanche 31 janvier, sont descendus dans la rue, à Varsovie, aux cris de *«assez d'augmentations, demain c'est la grève»*.

Mais malgré les protestations, les officiels ont affirmé que ces hausses étaient indispensables pour stimuler l'économie et surmonter la crise économique. Ce qu'ils avaient déjà annoncé il y a trois mois.

Cela dit, le gouvernement a tout de même pris des mesures (bien timides) pour tenter de faire accepter plus en douceur ces hausses provocantes. Les salaires doivent être revalorisés de 20%, de même que les pensions, retraites et allocations familiales. Mais il ne semble pas croire lui-même que cela suffise à faire avaler la pilule de ces hausses. Et, comme la classe ouvrière polonaise a déjà montré qu'elle savait se faire craindre, le gouvernement a instauré l'état d'alerte dans tous les grands centres industriels du pays.

Bien que située à l'Est, la Pologne n'échappe pas plus que n'importe quel pays sous-développé d'Amérique latine à la pression de la crise internationale. La Pologne est profondément endettée (36 milliards de dollars), auprès des grandes banques occidentales qui se reposent sur la dictature de Jaruzelski pour faire-payer à la population polonaise le paiement de la dette.

Et pour le gouvernement Jaruzelski, il en est comme pour les gouvernants des pays sous-développés et surendettés; c'est en réduisant la consommation populaire qu'ils entendent faire payer la population, par les hausses de prix des articles de première nécessité, et accessoirement par la dévaluation de la monnaie du pays, ce qui a été aussi le cas en Pologne où le zloty, qui flotte et baisse régulièrement par rapport au dollar, vient de connaître une nouvelle dévaluation de 20%.

Le gouvernement polonais après le gouvernement roumain et celui de Yougoslavie va-t-il devoir à son tour affronter l'explosion de la colère ouvrière? C'est, en tout cas, l'inquiétude mal dissimulée des milieux financiers internationaux qui ne s'inquiètent de la baisse du niveau de vie de l'ouvrier polonais que dans la mesure où, à trop tirer sur la corde, il arrive qu'elle casse!

En tout cas, quoiqu'ils en disent, quand il s'agit de faire rentrer les intérêts, les banquiers occidentaux préfèrent avoir affaire à une bonne dictature, fut-ce celle de Jaruzelski.

**Cécile BERNIER**

## SUEDE

### Grève des cadres et techniciens de l'industrie

# LA LUTTE DE CLASSE N'EST PAS MORTE

Le syndicat des cadres et techniciens de l'industrie en Suède (S.I.F.) a engagé ses adhérents dans la grève depuis le 18 janvier dernier. Alors que la fédération patronale ne proposait que 0,9% d'augmentation pour 1988, assorti d'augmentations individuelles, les travailleurs en question se sont mis en grève pour 6% d'augmentation pour tous.

Leur grève a paralysé les industries principales, celles qui sont les plus exportatrices. Volvo et Saab pour l'automobile, Electrolux pour l'électroménager, Ericsson pour les télécommunications, Brown Boweri pour l'électromécanique, SKF pour les roulements à billes, etc., contraignant également les PME à réduire sérieusement leur activité. Jusqu'au 3 février, le coût de la perte pour l'économie suédoise a été chiffré à 5 milliards de couronnes (presque cinq milliards de francs). Le patronat, en réponse à la grève, depuis le 3 février a lockouté, ce qui a fait passer de 42 000 grévistes, à environ 100 000 le nombre des travailleurs cessant toute activité. On estime que le lock-out pourrait coûter un milliard de couronnes par jour.

Qui du patronat ou des techniciens et cadres cèdera le premier? Au moment où nous écrivons nous ne pouvons le savoir. Toujours est-il que ce conflit est un beau démenti à tous ceux qui prédisent la disparition de la lutte des classes dans les pays capitalistes les plus industriels, soit parce qu'il n'y aurait plus d'ouvriers, soit parce que les travailleurs seraient trop «embourgeoisés». «Cadres», «techniciens» ou «ouvriers», les uns comme les autres, indispensables à la production, sont exploités par le capital qui s'approprie le fruit de leur travail. Et la preuve est faite que rien ne leur interdit d'en prendre conscience. Même lorsqu'ils ont pu bénéficier d'un niveau de vie élevé, la crise se chargeant de leur rappeler quelle est leur véritable condition, et que rien n'est acquis si on n'est pas capable de le maintenir par la lutte collective.

**L.G.**

# Nos lecteurs nous écrivent

## A propos des Palestiniens

Chère LO,

Je voudrais vous répondre au sujet de votre article *Les palestiniens en révolte* (LO n° 1022 du 1er janvier – NDR). Comme d'habitude, vous accusez les Juifs d'avoir chassé les Arabes, alors que vous savez bien – par votre article du 25 avril 1987, page 14– que ce sont les armées arabes en 1948 qui ont vidé les villages palestiniens (...)

Ensuite, vous divisez les Juifs et les Arabes israéliens, alors qu'ils militent ensemble dans les mêmes partis de gauche (vous avez la tête dure à ce sujet) ; et d'ailleurs les Arabes en Israël sont israéliens et non palestiniens. Vous voulez en faire des étrangers dans leur pays.

Et vous oubliez de dire qu'en fait le seul vrai soutien des Palestiniens, ce sont précisément les Israéliens (manifs de Chalom Archav le 19-12-1987, le 24-12-1987, refus de servir dans les territoirs occupés, etc.)

Le danger, LO, c'est que l'antisionisme ressemble plutôt à du panarabisme : dans votre article, les travailleurs juifs n'existent pas. Peut-être pour vous sont-ils d'horribles colons avec une trique battant le c.. des Arabes ?

**Isoline (Aubervilliers)**

★ ★ ★

C'est avoir la tête bien dure, ou percée, que d'oublier que l'essence même du projet sioniste était d'installer une colonie juive en Palestine, sur les terres et dans un pays où vivait une population arabe. Et lors de la guerre de 1948 notamment, lorsque des milices sionistes comme l'Irgoun ont perpétré des massacres dans les villages arabes pour inciter les Palestiniens à fuir, ils se plaçaient dans cette logique. Cela nous semble aussi une contrevérité que de dire que ce sont les armées arabes qui ont vidé les villages palestiniens ! Même si les dirigeants des Etats arabes en auraient bien évidemment été capables, comme ils l'ont montré par la suite. Car ce n'est pas de la population palestinienne qu'ils se souciaient.

Et ce n'est pas nous, mais bien la politique sioniste, menée par l'Etat d'Israël depuis sa fondation, qui a fait des Arabes palestiniens – ceux d'Israël comme ceux des territoires occupés – des «étrangers dans leur pays».

Nous n'oublions pas les travailleurs juifs, ni les militants qui luttent en Israël contre la politique menée là-bas par le gouvernement sioniste. Nous avons largement parlé dans nos colonnes – lorsqu'elles se sont produites – des manifestations de solidarité à l'égard des Palestiniens qui se sont déroulées en Israël. Nous pensons justement que le seul avenir pour les travailleurs juifs d'Israël est de rompre toute solidarité avec la politique sioniste : d'affirmer qu'ils sont avant tout des travailleurs, qui sont du côté de leurs frères opprimés palestiniens, et pas de celui des «*colons battant le c... des Arabes*» – car il y en a tout de même en Israël.

*La politique sioniste dresse contre elle tous les jeunes Palestiniens, et même les très jeunes... (photo AFP)*

En résumé, nous ne sommes pas panarabes, mais internationalistes et nous sommes convaincus que ceux des Juifs qui refusent l'internationalisme en faisant semblant de le confondre avec le panarabisme rendent un bien mauvais service aux Juifs en général et aux travailleurs juifs en particulier.

## Afghanistan : "Soutenir des Chouans" ?

Chers camarades,

Ci-joint 500 F pour qu'Arlette défende les positions vraiment socialistes et internationalistes au cours de la campagne électorale.

Mon principal point de désaccord avec vous actuellement porte sur l'Afghanistan. Bien-sûr, on ne peut pas soutenir une occupation étrangère, mais doit-on pour autant apporter un appui à la pire chouannerie des temps modernes qui, elle, est soutenue par l'Etat militaro-fasciste pakistanais, la CIA et les USA ? (...)

**Lucien (Arcueil)**

★ ★ ★

Le problème pour nous, en tant qu'internationalistes, n'est pas de savoir si l'occupation est «étrangère». C'est celui des rapports entre l'armée en question et la population.

L'Armée Rouge, qui a cessé depuis longtemps d'être l'armée de la révolution, est intervenue en Afghanistan non pas au côté de la population, mais contre elle, pour lui imposer un régime dont elle ne veut pas. Et c'est elle qui rejette la population du côté de cette guerilla islamiste que tu qualifies de «pire chouannerie».

Lorsque les dirigeants de l'URSS étaient encore des révolutionnaires, ils avaient une politique internationaliste, qui consistait justement à reconnaître le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; et ils ne posaient pas pour condition que ces peuples choisissent des dirigeants qui leur plaisent.

Alors, nous ne voyons pas pourquoi il faudrait dénier au peuple afghan ce droit que Lénine lui aurait reconnu. Et si ce peuple se donne pour dirigeants des islamistes réactionnaires c'est d'abord parce que les actuels dirigeants de l'URSS, qui, soit dit en passant, mériteraient bien aussi ce qualificatif de «chouans», ont choisi de soutenir et veulent imposer un régime qui ne vaut guère mieux.

*Des guérilleros afghans (photo AFP)*

# Nos lecteurs nous écrivent

## Le nouveau "look" de LO

Cher rédacteur de LO,

Je suis un lecteur occasionnel du journal et j'étais toujours très attiré par les deux dernières pages : livres, films, télé qui présentaient des critiques d'œuvres et ce d'une façon que je trouvais très objective, avec toujours une recherche de qualité et de respect de l'opinion du lecteur... Ca changeait des autres journaux où souvent les critiques cherchent à imposer leur opinion comme une vérité... Bref j'aimais bien ces deux pages, aussi j'ai été très déçu de voir que sur le journal nouveau "look" elles avaient disparu. Comme je ne suis pas un révolutionnaire très convaincu, si j'avais mauvais caractère je n'achèterais plus le journal mais ne voulant pas faire de peine à ma "professeur de politique" qui me le vend je continuerai à l'acheter, en espérant que vous tiendrez compte de ma critique qui doit sûrement être partagée par beaucoup de lecteurs.

**REGIS (Aix-en-Provence)**

***

Camarade,

Voilà trois fois que LO paraît avec une première page que je peux afficher, néanmoins je vous suggère, si cela était possible, de mettre l'éditorial en dernière page pour faire une grande affiche comme les pages centrales. Il y a déjà longtemps que j'avais suggéré de faire une page affiche ; pour un Parisien comme moi émigré en Normandie, cela me permettrait peut être de faire autre chose que de lire le journal.

**RENE (Lisieux)**

***

Notre premier lecteur, que nous remercions de son "bon caractère", doit être maintenant rassuré, puisque la rubrique films ou livres a tout de même gardé sa place. Cependant *Lutte Ouvrière* est quand même un hebdomadaire politique, principalement conçu pour les lecteurs politiques... et réguliers.

Reste le problème d'afficher LO... Mais dans la période qui vient, les affiches à coller ne devraient pas manquer... ni manquer de parvenir à notre lecteur !


**LUTTE OUVRIERE**
**(Union Communiste Internationaliste)**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.


# Lire...

## Trois livres de Massa Makan Diabaté

**Massa Makan Diabaté, écrivain malien qui vient de mourir à l'âge de 50 ans, a publié une série d'ouvrages. Parmi ceux-ci, les trois courts romans qui racontent de façon pittoresque les tribulations du lieutenant, puis du coiffeur et enfin du boucher de la bourgade de Kouta, au Mali, sont particulièrement plaisants à lire.**

**Ils constituent une chronique pleine d'humour de la petite ville, de la fin de l'époque coloniale aux lendemains de l'indépendance.**

**Pauvres, notables et autorités, musulmans et chrétiens s'y affrontent ou y fraternisent, parmi les cancans et les jalousies. Cela fait penser à Clochemerle ! Et c'est souvent très drôle.**

En fait, malgré la verve du récit, l'amertume n'est pas loin : l'indépendance n'a rien apporté au peuple, finalement, sauf le changement des autorités en place. La pauvreté demeure, et la répression policière également, même si le nouveau chef veut qu'on l'appelle "camarade" et non plus "commandant". Miliciens et "brigadiers de vigilance" torturent ; on risque la prison pour des propos jugés séditieux, pour *«injure au Parti»*, ou pour avoir signé une pétition ; et la sagesse commande bien souvent de courber le dos, de s'armer de patience, et de se débrouiller en faisant des accommodements avec les autorités.

Malgré cela, les pauvres "héros" tels que le coiffeur Kompè ou le boucher Namori se débattent pour conserver d'eux-mêmes une image digne, et les gens de Kouta essaient de demeurer solidaires au moins dans l'hostilité au pouvoir. Non sans bien des faiblesses et des compromissions...

L'histoire de Namori, qui est davantage suggérée que racontée, est particulièrement significative. Namori a résisté face aux exactions du pouvoir, y compris au prix de séances de torture – une certaine odeur d'urine et de pneus surchauffés continue de le hanter. Et puis, il a apparemment fait sa paix avec les autorités. Mais quand la sècheresse et des temps particulièrement difficiles surviennent, il trouve le moyen de reconquérir sa popularité perdue auprès des pauvres de Kouta, et sans doute l'estime de soi par la même occasion, grâce à une grandiose supercherie dont il contraint l'imam, leader religieux des musulmans, à se faire le complice.

Le peuple de Kouta, éternelle victime mais éternel réfractaire aussi, est le vrai héros de cette trilogie. Si, pour lui, *"le colonialisme, c'est maintenir quelqu'un en vie pour boire son sang goutte à goutte"*, il dit des nouveaux dirigeants politiques, des "soleils des indépendances" : *"Nous sommes allés à la chasse avec eux, et voilà qu'ils se revêtent de la peau d'un lion tué par nos efforts conjugués, pour nous faire peur"*.

**C.LG**

*Le lieutenant de Kouta, Le coiffeur de Kouta, boucher de Kouta.* Collection Monde Noir-Poche (Hatier), 24 F, chaque volume (150 pages environ). Diabaté a publié des livres également aux Editions Présence Africaine.


ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A : LUTTE OUVRIERE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18.
ABONNEMENTS pour 6 mois à LUTTE OUVRIERE (hebdomadaire) : 95 F - pour un an : 180 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
ABONNEMENTS à LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE (mensuel édité par L'Union Communiste Internationaliste) pour un an (France) : 80 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson, ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

**Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions E.A. - B.P 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 25000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.**

## André Lajoinie à "7 sur 7"

# "Nous ne recréerons pas d'illusions"...

**Dimanche 31 janvier, invité de l'émission *7 sur 7* d'Anne Sinclair, André Lajoinie s'est présenté comme le candidat aux élections présidentielles qui propose *"une vraie politique de gauche"*. Lajoinie, par exemple, revendique le SMIC à 6000 F. *"Voter pour Lajoinie"*, a-t-il dit, *"c'est dire non à cette politique qui aggrave le chômage et la pauvreté"*. Soit. Le Parti Communiste tient à l'heure actuelle un langage revendicatif dans lequel les travailleurs, en effet, peuvent se retrouver.**

**"*Nous ne recréerons pas d'illusions. Nous en avons trop ressenti les effets. Mais nous ne tomberons pas plus dans le repli sectaire*", a-t-il ajouté. Qu'est-ce que cela peut signifier ?**

**Des illusions, le Parti Communiste en a créées, on le sait trop bien, en faisant élire un président *"avec nos voix sur un programme de changement"* qui *"a fait un virage à 180 degrés"*, pour reprendre les termes de Lajoinie. Mais qu'est-ce qui garantit qu'il ne va pas en recréer ?**

**Ne pas *"recréer d'illusions"* d'un côté, ne pas *"tomber dans le repli sectaire"* de l'autre. Visiblement le PC entretient un double langage qui lui permet de se ménager à nouveau, à tout hasard, un avenir gouvernemental.**

(AFP)

Ce double langage, ce n'est pas la première fois que le Parti Communiste le tient. Lors du premier tour de la campagne présidentielle de 1981, le Parti Communiste, par la voix de Georges Marchais, avait aussi critiqué Mitterrand. Pendant quelques semaines, Marchais s'était présenté comme le candidat *"des luttes"*, car le PC voulait déjà tenter d'enrayer le déclin électoral qu'il connaissait au profit du Parti Socialiste. Mais au deuxième tour, Marchais avait appelé à voter Mitterrand, *"avec l'objectif de réunir les meilleures conditions possibles pour développer les luttes en vue de satisfaire les grandes revendications..."* Mitterrand fut élu. Et on a vu comment le PC s'est lié les mains avec quatre ministres au gouvernement et a contribué à paralyser les luttes et toutes les chances de satisfaire les grandes revendications ouvrières et de résister à l'offensive anti-ouvrière du patronat et du gouvernement.

*"En 1982, le gouvernement d'alors a accepté les thèses que Raymond Barre avait déjà faites siennes : cela alors que nous n'avions que quatre ministres sur quarante-quatre. Nous n'avons rien pu arriver à changer. Lorsque nous l'avons constaté, nous sommes partis"*, a dit Lajoinie dimanche dernier.

Mais c'est en 1984 seulement que le Parti Communiste a quitté le gouvernement. Deux ans, pour "constater" que ses quatre ministres ne pouvaient rien changer à une politique digne de Raymond Barre ! Comment faire confiance à un parti qui, il y a seulement six ans, a mis deux ans pour constater qu'il ne pouvait rien faire de positif au gouvernement ! Combien de mois, combien d'années faudra-t-il au PC la prochaine fois pour lui laisser le temps de désarmer politiquement la classe ouvrière ?

Aujourd'hui, sur la base ne serait-ce que de cette expérience récente de 1981-86, l'espoir d'un gouvernement socialiste menant une politique de gauche, comme toute participation gouvernementale du Parti Communiste, devrait être exclue. Mais cela, justement, Lajoinie ne le dit pas. Et c'est là où on ne peut pas lui faire confiance quand il dit que le PC ne recréera pas d'illusions.

En fait, le Parti Communiste fait preuve aujourd'hui du même "réalisme" gouvernemental que celui dont il a fait preuve entre 1981 et 1984. Il se considère comme un parti de gouvernement qui ne va pas au-delà de ce que la bourgeoisie peut accepter. Il reste prudent y compris dans certaines de ses dénonciations de la politique gouvernementale. Quand par exemple il propose de réduire de 40 milliards le budget militaire, il se garde bien de dénoncer la commande des "Rafale" que le gouvernement vient tout juste de passer auprès de Dassault...

Rien ne dit, bien sûr, que le langage actuel du PC va lui permettre de regagner des voix aux prochaines élections, ni que *"l'ambition"* de Lajoinie *"d'amorcer une remontée du Parti Communiste"* sera satisfaite. En effet, quand le Parti Communiste faisait 20 à 25 % des voix, il s'agissait pour l'essentiel d'un électorat réformiste. Au fur et à mesure que les perspectives gouvernementales de la gauche se sont précisées, une bonne partie de cet électorat a préféré "voter utile", c'est-à-dire directement pour le Parti Socialiste auquel le Parti Communiste avait servi de marche pied. Aujourd'hui, sur les 10 % de voix qui sont restées au PC lors des derniers scrutins, il reste peut-être encore une partie de cet électorat réformiste, des gens qui trouvent encore que le PC mène une politique "trop archaïque". Et il n'est pas impossible qu'un candidat comme Pierre Juquin puisse mordre sur cette partie de l'électorat du PC.

Mais il n'est pas impossible non plus que le langage radical du Parti Communiste permette cette fois de ranimer les espoirs de sa base ouvrière combative, et qu'il voie ses voix remonter sur la base de ses critiques de Mitterrand comme de ses revendications sociales. Si le PC obtenait ainsi 15 à 20 % des voix, un tel résultat constituerait effectivement une pression sur la bourgeoisie comme sur les grands partis, ceux de droite comme le PS lui-même, et serait interprété comme tel. Mais justement, serait-ce alors vraiment un avantage pour les travailleurs ? Qu'est-ce qui leur garantit que le PC ne s'empresserait pas aussitôt de monnayer ces voix pour se compromettre à nouveau en marge du pouvoir et pour faire accepter aux travailleurs, tout comme en 1982, une politique à 180° de celle qu'il dit vouloir aujourd'hui ? Qu'est-ce qui leur garantit que le PC ne recréera pas de nouvelles illusions qui leur coûteraient encore plus cher que celles de 1981 ?

C'est pour cette raison qu'en dépit du langage actuel du PC, le vote pour Arlette Laguiller sera bien plus clair que le vote pour André Lajoinie, et que 5 % pour Arlette Laguiller seraient plus efficaces que 10 % de voix de plus pour Lajoinie.

**Huguette CHEVIREAU**

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995